

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME DES SUCCESSIONS
EN DROIT ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le mardi 27 janvier 1920 à 3 h 1/2

PAR

GABRIEL BOYER

Licencié ès-lettres

Juge de Paix de compétence étendue en Cochinchine

Président : M. CAPITANT, professeur.

Suffragants } MM. BARTIN, professeur.
RIPERT, professeur.

PARIS

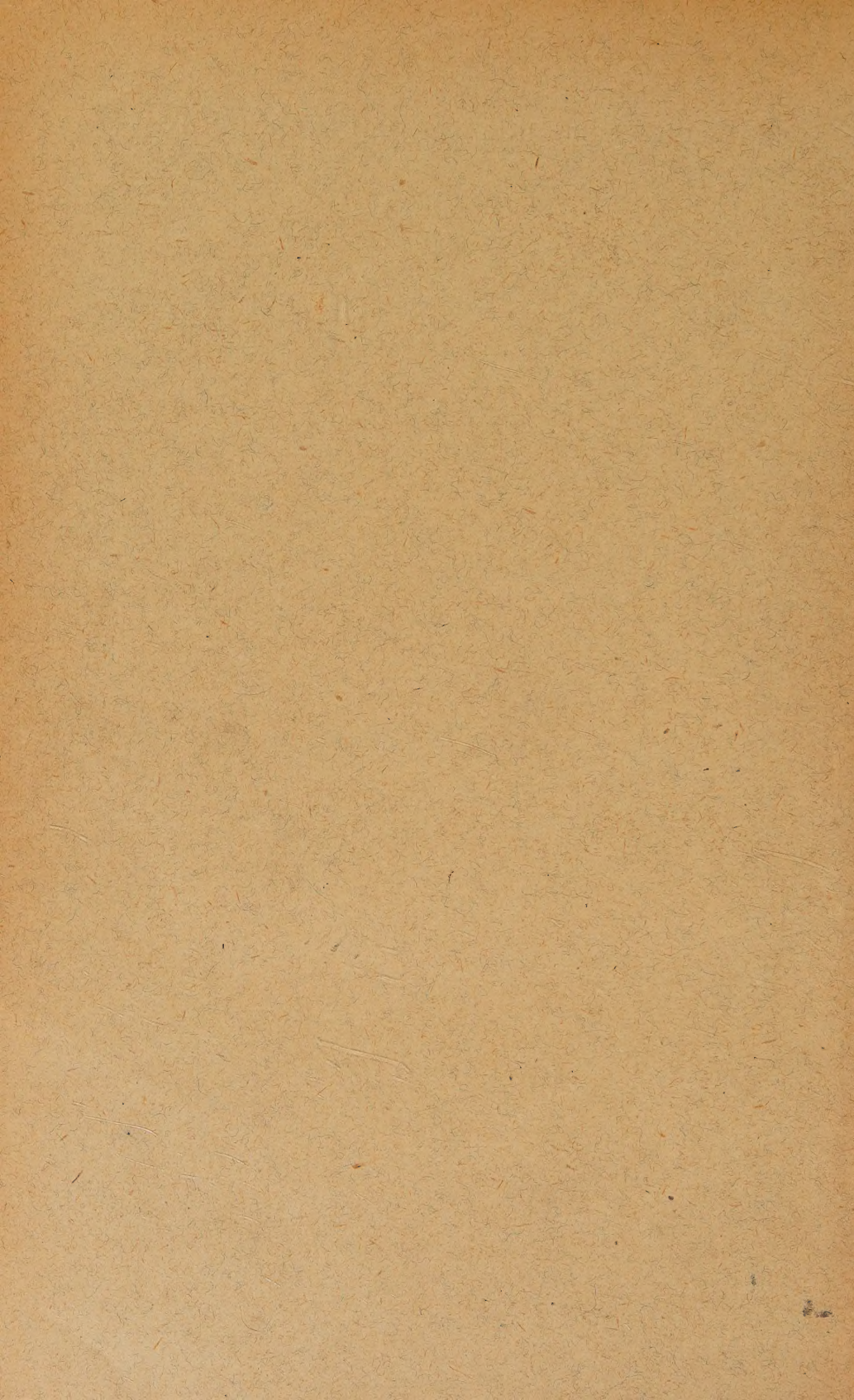
A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1920

Thèse
Paris
1920.



**RÉGIME DES SUCCESSIONS
EN DROIT ANNAMITE**

83776.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME DES SUCCESSIONS
EN DROIT ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le mardi 27 janvier 1920 à 3 h 1/2



PAR

GABRIEL BOYER

Licencié ès-lettres

Juge de Paix de compétence étendue en Cochinchine

Président : M. CAPITANT, professeur.
Suffragants : MM. BARTIN, professeur.
RIPERT, professeur.

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1920

705

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CHAPITRE PREMIER

Les Sources du Droit annamite en matière successorale

Une des questions les plus importantes du Droit annamite et une de celles qui sont « le moins faciles à éclaircir » (1) est le régime des successions et du partage des biens. C'est qu'en effet la législation annamite écrite est à peu près muette sur toutes les questions relatives aux affaires civiles ou religieuses de la famille. La grande réserve gardée par le Législateur vient de ce qu'il a considéré qu'en pareille matière la plus grande latitude doit être laissée à l'autorité domestique ; il a entendu que le père de famille pût régler en toute liberté les intérêts qui s'agissent à son foyer.

Les seuls articles que l'on trouve dans le Code de Gia Long (1812) concernant les successions sont l'article 82 (2), qui défend de partager les biens de la famille du vivant du père ou de la mère et pendant la période triennale de deuil, et l'article 83 (3), qui règle les formes du partage. Le Code Annamite n'est d'ailleurs pas un Code civil, mais

(1) Code Phil. T. 4, p. 390.

(2) Code Phil. p. 389.

(3) Code Phil. p. 391.

un Code Pénal, inspiré des préceptes de la Morale de Confucius. Il sanctionne de peines généralement corporelles, allant d'un certain nombre de coups de rotin à la mort lente, les manquements aux règles de la loi morale traditionnelle.

C'est donc dans les coutumes orales et les usages rituels des Indigènes qu'il faut rechercher les principes qui doivent régir la transmission des biens par décès. Or, les coutumes annamites ne sont pas codifiées ; depuis l'occupation française on n'en a dressé aucun Recueil complet. La Coutume ne nous est officiellement connue que par la Jurisprudence de la Cour d'Appel de l'Indo-Chine, qui doit, d'après de nombreux Décrets et Arrêtés locaux (Décret du 25 juillet 1864, article 11 ; Arrêté local du 20 novembre 1877 ; Décret du 17 juin 1889) (1), appliquer aux Annamites, en matière civile et commerciale, la loi et les coutumes indigènes. Le Magistrat indo-chinois, Juge du fait, est bien placé pour connaître et préciser la coutume ; s'il l'ignore, il a à sa disposition des moyens d'investigation variés : se référer à la Jurisprudence des anciens tribunaux Annamites, consulter les Lettrés ou les Mandarins, demander des Avis à la Cour de Hue (2). La Cour d'Appel en Indo-Chine, comme dans les autres colonies où elle est instituée, statuant en ma-

(1) Cour I. C., 15 déc. 1892, Pen. 1893, art. 345, p. 168 et la note. Note de M. Sarrut s. Cassation 30 déc. 1896, Dalloz 1897, I. p. 185.

(2) Voir un exemple dans Arrêt Cour I. Ch. 12 juin 1907, Daresté 1907 J. p. 242.

tière indigène, « constate souverainement les règles de la législation indigène non écrite ou coutumière » applicables à la cause, et ses décisions échappent au contrôle de la Cour de Cassation (1).

Monsieur Appert, dans sa note,^e en donne ce motif que la Jurisprudence et la Doctrine admettent que le Juge du fait a qualité pour constater souverainement dans la Métropole l'existence des usages locaux qui complètent parfois la loi écrite ; or, on peut assimiler à ces usages la législation indigène de l'Indo-Chine qui, comme dans nos autres colonies, est généralement constituée, en matière civile, par des traditions coutumières. Le Code Annamite et la Coutume, révélée en principe par la Jurisprudence, telles sont les principales sources où nous puisons pour déterminer les principes qui régissent la transmission des biens successoraux des Annamites.

(1) Cass. 5 juillet 1899, Sirey 1900, I, p. 281 et la note de M. Appert ; Cass. 9 déc. 1912 et 15 juillet 1913, J. J. 1914, p. 72 ; Cass. 7 déc. 1915, Pen. 1916, a. 3571, p. 161.

CHAPITRE II

Les bases du régime successoral annamite

Les règles qui dominent le régime des successions en droit annamite reposent sur une triple base (1) :

- 1° Les croyances religieuses et le culte des ancêtres ;
- 2° Le régime patriarcal de la famille ;
- 3° La piété filiale.

Croyances religieuses et culte des ancêtres. — Les idées religieuses des Annamites, notamment les devoirs des descendants envers leurs aïeux ont une grande analogie avec celles des Hindous et semblent provenir d'un même culte primitif répandu en Asie aux époques les plus reculées. Les Hindous ont une croyance singulière sur laquelle repose entièrement leur droit de succession, c'est que tout homme, pour être heureux dans l'autre monde, doit laisser dans celui-ci un fils chargé d'offrir à sa place des sacrifices à la divinité. Il ne faut pas moins de trois générations pour que l'ancêtre soit sanctifié. « par son fils, on gagne l'empire des mondes ; par son petit fils, on obtient

(1) Cour I. Ch. 28 mai 1891. Pen. 1891, a. 110, p. 299; 25 juin 1891, Pen. 1891, a. 71, p. 199; 24 nov. 1892, Pen. 1893, a. 324, p. 111; 20 juillet 93, Pen. 1893, a. 481, p. 508.

l'immortalité, et par son arrière petit-fils, on s'élève au séjour du soleil ». Ceux qui meurent sans enfant mâle sont précipités dans les enfers. Les filles sont incapables à faire les sacrifices pour les ancêtres, même à défaut de fils (1).

Les Annamites n'ont pas des idées religieuses aussi précises que les Hindous. Ils n'ont qu'une croyance pour ainsi dire matérielle et grossière en l'immortalité de l'âme. Pour eux, les ombres des trépassés aiment à revenir au milieu de leur famille ; les âmes auxquelles personne ne porte affection sont dans l'angoisse et la peine. Le bonheur d'un homme dans la vie d'outre-tombe dépend moins de la conduite qu'il a tenue dans celle-ci que de la conduite que tiendra sa descendance à son décès. « Ce qu'il faut au défunt pour qu'il puisse goûter la félicité dans l'autre monde et qu'il contribue au repos des vivants dans celui-ci, c'est qu'une main pieuse entretienne le feu sacré dans sa demeure, allume les baguettes d'encens sur l'autel domestique, brûle à son intention le papier de cérémonie, prépare les aliments à tous les anniversaires, fasse les libations et les invocations rituelles, offre les sacrifices aux mânes des ancêtres divinisés par la mort (2) ». De là, la préoccupation pour les Annamites d'avoir un fils qui leur rende les honneurs funèbres, conserve leur mémoire et préside aux solennités de la famille alors qu'ils ne seront plus de ce monde.

(1) BOISSONADE, *Histoire de la Réserve héréditaire*, p. 19.

(2) CRÉMAZY, *Coutumes d'Annam* (Conférence faite le 18 déc. 1907 à l'Ecole Coloniale).

Chaque famille annamite représente une religion distincte dont le culte se propage de mâle en mâle ; c'est le fils aîné qui succède au père dans les devoirs de la religion domestique ; les femmes n'y participent que par l'intermédiaire de leur père ou de leur mari (1). Tous les membres de la famille ont des obligations envers ce culte, et le plus grand malheur qui puisse arriver à une famille, c'est de voir son foyer s'éteindre et le culte aboli (2).

En Cochinchine, comme en Chine, les deux caractères idéographiques « *Huong Hoa* » représentent les « parfums et le feu » qui brûlent sur l'autel de la famille en l'honneur des ancêtres. Les Annamites appellent « Part de l'encens et du feu » (Phan huong hoa) la portion du patrimoine consacrée, dans les familles, à subvenir à l'entretien des tombeaux et aux frais du culte des ancêtres. Ces biens sont inaliénables et imprescriptibles et se transmettent de mâle en mâle par ordre de primogéniture.

Dans la maison se trouve un autel sur lequel sont honorées des tablettes funéraires dans lesquelles l'Annamite croit que résident les âmes des défunts, et c'est sur cet autel aussi bien que sur celui dressé devant le tombeau que sont déposées les offrandes et célébrées les cérémonies. Le chef

(1) SILVESTRE, *Considérations sur l'Etude du droit Annamite*, Pen. 98, D. p. 5.

(2) De même, en Chine, « le plus grand malheur qui puisse arriver à un Chinois, c'est de se dire que son arbre généalogique pourrait ne plus trouver de nouvelles branches, que le culte de ses ancêtres pourrait s'éteindre. » TCHENG KI TONG, *L'organisation sociale de la Chine*, p. 18.

de famille, pontife de la religion des Ancêtres, doit des offrandes et des sacrifices à tous ses ancêtres au premier jour de l'année et à diverses époques déterminées par la coutume rituelle. Ces offrandes se renouvellent tous les trois ans avec une grande solennité, et encore, pour les ascendants, à l'anniversaire de la mort qui est célébré même après un long espace de temps. Tous les membres de la famille doivent contribuer à la dépense des frais du culte et venir en personne faire leurs prosternations devant le tombeau de l'ancêtre. Quelquefois ces cérémonies, par le point d'honneur que l'on met à leur éclat et à leur faste, deviennent si dispendieuses qu'elles entraînent la ruine des familles (1).

De même que les devoirs du culte se transmettent de mâle en mâle, ce culte ne s'adresse qu'aux ascendants de la ligne paternelle ; dans la ligne maternelle, seule la mère est honorée par ses descendants. Par suite, la parenté n'existant réellement que lorsqu'il y a même culte, on n'est pas vraiment parent par les femmes (2). C'est ce qui explique que dans l'ancien Droit annamite, les filles étaient exclues de la succession paternelle et que les collatéraux maternels n'ont jamais de vocation héréditaire.

L'importance pour un père d'avoir un fils justifie l'u-

(1) BOUINAI et PAULUS, *L'Indo-Chine française contemporaine*, p. 253.

(2) Les alliés par les femmes sont appelés, en annamite, *ngoai ho*, c'est à dire étrangers, sortis de la famille. DURWELL, *Doctrines indigènes*, p. 57.

nion de second rang, l'adoption pour continuer la postérité, institutions juridiques qui ont toutes essentiellement pour but d'assurer au père une postérité mâle, naturelle ou adoptive, pour que le culte des ancêtres continue à être célébré. Car, ainsi que le dit Monsieur Fustel de Coulanges (1) en parlant de la religion domestique chez les anciens, cette religion ne peut se propager que par la génération et de mâle en mâle. Le pouvoir reproducteur réside, selon ses croyances, exclusivement chez le père ; celui-ci possède seul le principe mystérieux de l'être et transmet l'étincelle de vie. En donnant l'existence à son fils, il lui donne en même temps sa religion et sa mission sacerdotale ; et ainsi « de génération en génération, dans la famille, le bien religieux se perpétue, le vivant étant le prêtre du culte en attendant que la mort le place au rang de ses dieux (2) ». Le culte des ancêtres chez les annamites rappelle d'ailleurs les croyances religieuses des Anciens Grecs et des Romains, pour qui les morts étaient des êtres sacrés auxquels ils donnaient les épithètes les plus respectueuses et pour lesquels ils avaient toute la vénération que l'homme peut avoir pour la divinité qu'il aime et qu'il redoute (3).

Régime patriarcal de la famille. — La famille Annamite, d'origine essentiellement religieuse, est basée sur la com-

(1) *La Cité antique*, chap. III.

(2) SILVESTRE, *Considérations sur le Droit Annamite*, Pénan, 98, Doctrine, p. 92.

(3) F. DE COULANGES, *op. cit.*, chap. II.

munauté des dieux domestiques. Elle se distingue surtout par l'autorité à peu près absolue que la loi et les mœurs attribuent au père, qui en est à la fois le chef pontife et le juge. La famille annamite est comme un arbre dont les racines sont les tombeaux des ancêtres, dont le tronc unique est le père de famille, dont les branches et les rameaux sont les enfants et leurs descendants, l'épouse et les concubines, les serviteurs et les esclaves (1). Chez aucun peuple, les liens de la famille ne sont plus étroits et plus puissants que dans l'Annam. Les règles de la bienséance interdisent aux enfants de s'asseoir, de fumer, de parler devant leurs parents sans y être autorisés : quand ils passent entre ceux-ci et le soleil, ils doivent s'incliner de manière à ce que leur ombre ne les couvre pas (2). Dans l'ancien droit sino-annamite, l'autorité paternelle était absolue (3). Maître souverain des biens et des personnes, le chef de famille disposait à son gré, sans limite et sans contrôle, des uns comme des autres. Il pouvait vendre ou mettre en gage ses enfants en cas d'extrême misère ou pour acquitter des dettes pressantes (4). Il avait sur tous les membres de la famille un pouvoir de correction

(1) SILVESTRE, *Considérations sur le Droit Annamite*, Pen. 98, D. p. 95.

(2) DE LANESSAN, *l'Empire d'Annam : son organisation sociale et politique*, p. 9.

(3) LURO, *Le Pays d'Annam*, p. 625 ; DÜRRWELL, *Doctrine indienne Annamite*, p. 29.

(4) LURO, *Le Pays d'Annam*, p. 205 ; DÜRRWELL, *Doctrine indienne*, p. 53.

à peu près absolue et il pouvait châtier ses enfants jusqu'à la mort (1). Le Code de Gia Long, dans son article 288, in fine (2), dit en effet « Si des enfants ont été corrigés et punis par leur aïeul ou leur père selon les règles pour avoir désobéi et transgressé les ordres et s'ils en sont morts sans qu'on ait pu prévoir ce résultat, ou enfin, s'il s'agit d'un homicide commis par mégarde ou accident, le fait ne sera pas puni ». Cet article est traduit textuellement du texte chinois. En Chine, d'ailleurs, d'après les auteurs qui ont écrit sur le Droit chinois à la fin du siècle dernier, la puissance paternelle sur les enfants, qu'ils soient légitimes ou adoptifs, est absolue. Le père, et après sa mort, la mère, peut faire d'eux ce qu'il veut ; il a le droit, non seulement de les châtier, mais encore de les vendre, de les donner en gage ou même de les tuer. Ce dernier cas ne se produit généralement qu'en cas d'extrême misère : presque toujours, ce sont les filles que l'on donne en gage ou que l'on sacrifie, quand la famille est trop pauvre pour les nourrir. Le meurtre d'un enfant n'est pas punissable (3). Un chinois, le général Tchen Kig Tong déclarait dans une conférence faite en 1890 (4) : « Le chef de famille a tout pouvoir sur les membres placés sous ses ordres. Il

(1) LASSERRE, *Projet de Code Civil*, p. 92.

(2) Code Phil. T. II, p. 352.

(3) VON MOELLENDORFF, *Le Droit de famille chinois*, Shanghai 1895, p. 44. DE LANESSAN, *La Morale des philosophes chinois* (1896), p. 69. « En Chine, le père a le droit de vie et de mort sur ses enfants » ; MIRABEN, *Précis de Droit Annamite*, p. 29.

(4) *Op. cit.* p. 13.

n'est pas d'expression européenne qui corresponde à l'autorité dont il est revêtu. C'est le mot patriarcat qui rendrait le mieux l'expression chinoise ».

De nos jours, en Annam, les mœurs s'adoucissant sous l'influence bienfaisante de la civilisation française, les pouvoirs du père sont limités par la loi et réduits, tout en restant très étendus, à de plus équitables proportions. Il n'est plus question de châtiments corporels pouvant être appliqués aux enfants jusqu'à leur ôter la vie, et la faculté de disposer de leur travail et d'aliéner leur liberté est tombée en désuétude. Seul l'usage de placer un enfant mineur comme gage entre les mains d'un créancier a été exceptionnellement maintenu dans certaines familles pauvres, mais il tend à disparaître de plus en plus : la Jurisprudence française n'a d'ailleurs jamais voulu reconnaître la validité de tels contrats (1). Le père de famille établit et marie ses enfants : les rites du mariage ne peuvent d'ailleurs pas s'accomplir sans la participation du père et de la mère. Il dispose souverainement de ses biens ; il jouit comme il veut de sa fortune, il aliène ses biens s'il lui plaît (2). Ce que ses fils possèdent lui appartient, à moins qu'il ne les aient autorisés à avoir un domicile distinct et à posséder par suite un patrimoine propre. Un arrêt récent de la Cour de Saïgon (3) déclare que

(1) DÜRRWELL, *op. cit.* p. 53.

(2) LERO, *op. cit.* p. 209.

(3) C. S. 21 NOV. 1912, J. J. 193, p. 67.

les biens acquis par un fils du vivant de son père, même inscrits en son nom, sont présumés avoir été achetés avec les deniers du père, s'il n'est établi que ce fils avait un foyer distinct (1). Le chef de famille a le droit de partager son patrimoine comme il l'entend ; il peut avantager l'un quelconque de ses enfants ou le déshériter au profit d'un autre (2), mais il n'y a pas d'exemple d'un père ayant disposé de ses biens au profit d'un étranger (3). Seuls les biens réservés au culte doivent, sauf le cas d'indignité, revenir au fils aîné de droite lignée. Le régime patriarcal qui est le régime constitutif de la famille annamite explique qu'au décès du père commence entre les enfants une indivision de fait qui doit durer pendant la période de deuil et qui peut se prolonger indéfiniment. Placé à un point de vue diamétralement opposé à nos idées économiques et à notre régime successoral, le législateur annamite tend à immobiliser la fortune, à conserver le bien héréditaire entre les mêmes mains, à l'accroître plutôt qu'à le morceler, pour atteindre un double but, assurer l'entretien des divers membres de la famille et sub-

(1) Nous trouvons le même principe en Chine : « Pendant tout « le temps que vivent ses parents, un fils ne peut fonder un éta-
« blissement séparé sans leur permission : il serait sacrilège » (Farjenel, *la Morale Chinoise*, p. 95).

(2) C. S. 21 juin 1891, J. J. 92, p. 337.

(3) SILVESTRE. *Considérations sur le Droit Annamite*, p. 6681. D. p. 72. « La famille, la propriété et l'héritage sont aussi étroitement unis que possible, et nous ne connaissons pas d'exemple d'un père annamite ayant usé de son droit de tester au profit d'étrangers et au détriment de sa famille. »

venir aux frais de la célébration du culte des ancêtres. Le vœu du législateur est de voir, au décès de l'ascendant, la parenté agnatique former un groupe unique, indissoluble, réuni autour de l'agnat le plus proche, généralement le fils aîné s'il est majeur, n'ayant qu'une même demeure, accomplissant en commun les cérémonies joyeuses ou funèbres de la famille, ne possédant qu'un seul patrimoine. Cette communauté de biens rappelle la communauté de biens Hindous (appelée Coparcenary par les Juristes anglais de l'Inde) (1), la *vevos* des anciennes cités grecques ou la *gens* romaine, dont le point de départ est la copropriété du père et de ses fils dans le patrimoine commun des ancêtres, dont le but est la conservation des biens entre les agnats d'une même famille célébrant le même culte, portant le même nom, ayant tout en commun : *una domus, communia omnia* (2). Ainsi, unité dans la famille, communauté dans la propriété, indivision dans l'héritage, tel est l'idéal social pour le législateur annamite.

La piété filiale. — Le fils doit à son père le respect et l'obéissance. Il doit travailler pour lui et le nourrir quand il est trop vieux ou infirme. Le père est aux yeux de ses fils la suprême sagesse et le guide respectueusement écouté ; il est aimé parce qu'il est bienveillant. Il punit, non

(1) BOISSONADE, *op. cit.*, p. 17.

(2) CICÉRON, *De Officiis*, I, 17.

point pour se venger, mais pour corriger et plutôt pour prévenir une nouvelle faute que pour réprimer. Il tient son autorité de son âge, de son expérience, de la sagesse de ses ordres rigoureusement exécutés parce qu'ils sont réfléchis et prudents. Il agit, il dirige, il guide pour le plus grand bien et la félicité des membres de la famille. Aussi est-il à la fois obéi et vénéré. Le manquement aux devoirs de la piété filiale était considéré par le Code Annamite (1) comme l'un des dix « Crimes atroces », c'est à dire ceux qui « offensent les devoirs et les relations entre les hommes, ainsi que la raison », et, qui pour ce motif, sont placés en tête du Code par le Législateur. Parmi les crimes contre la piété filiale prévus par le Code, citons : le fait de porter une accusation ou de proférer des injures contre son aïeul, son aïeule, son père ou sa mère, de ne pas subvenir convenablement aux besoins de ces mêmes ou de la mère, de déclarer faussement qu'on se trouve en deuil de ces mêmes parents, etc. Les crimes contre les parents sont tellement rares qu'on peut les considérer comme n'existant pas en Annam, et le parricide n'est même pas prévu par le Code de Gia Long (2). L'article 306 (3) de

(1) Code Phil., t. I, art. 2, p. 123. Cf. H. CORDIER, *La Piété filiale en Chine*, p. 7 « A l'époque de Confucius, il y avait cinq sortes de supplices, s'appliquant à 3.000 espèces de crimes, mais aucun de ces crimes n'égale l'absence de piété filiale. »

(2) DE LANESSAN, *La Morale des philosophes chinois*, p. 66.

(3) Code Phil., t. II, p. 429. Cet article, aboli par nous, punissait de cent coups de rotin et de trois ans de travail pénible les enfants et petits-enfants « qui auront introduit une instance

ce code prévoit un cas de déférence spéciale des enfants vis-à-vis de leurs ascendants, père, mère, ou belle mère (Kê Mâu) en leur défendant expressément d'introduire contre eux aucune action en justice quelle qu'elle soit. Le Précis de Législation Annamite de 1883 a reproduit ces dispositions en en mitigeant cependant la rigueur : il déclare (Titre V, in fine) que si les enfants ont une revendication légitime à exercer contre leurs parents, l'action sera intentée par le chef de la parenté (Truong toc), ou si celui-ci refuse d'agir et que l'action paraisse bien fondée, par le Ministère Public (1). L'impossibilité pour le fils de provoquer le partage pendant la période de deuil et du vivant de la mère, ainsi que de renoncer à la succession du père, même très onéreuse, est la conséquence de ce sentiment de la piété filiale, respecté comme un dogme par les Annamites (2).

contre leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère » et de la strangulation les enfants « qui portaient contre leurs ascendants une accusation calomnieuse. »

(1) DURRWELL, *op. cit.*, p. 56.

(2) Les philosophes chinois placent également au premier rang de toutes les vertus familiales et sociales la piété filiale, fondement de la famille et assise de la Société. Confucius a écrit un Traité de la piété filiale, le *Hiao King*, où on lit notamment : « Honorer et aimer ses parents pendant leur vie, les pleurer et les regretter après leur mort est le grand accomplissement des lois fondamentales de la Société humaine. Qui a rempli envers eux toute justice pendant leur vie et après leur mort a fourni en entier la grande carrière de la piété filiale. (Chap. XVIII, cité par CORDIER, *op. cit.*, p. 8). Cf. FARJENEL, *La Morale chinoise*, p. 91 : « La doctrine de Confucius repose sur un principe ou pour mieux dire sur un dogme fondamental, la « piété filiale. Le caractère d'écriture qui exprime cette idée représente un vieillard supporté par son fils : Hiao. »

CHAPITRE III

La Dévolution héréditaire

D'après l'art. 83 du Code Annamite (1) et surtout les deux Décrets qui le suivent, le droit de succession n'a lieu que dans la ligne directe, et de père en fils seulement (2). Le Décret I, traitant du partage de la succession paternelle ne parle uniquement que des « enfants mâles ». Le Décret II, n'admet les filles à la succession qu'à défaut de fils ou d'une personne « apte à continuer la postérité ». S'il n'y a pas de filles, la succession revient à l'Etat qui doit « employer les biens à un objet d'intérêt public ». Donc, d'après les textes du Code, une famille était éteinte lorsqu'il n'y avait pas de fils, et dans ce cas seulement, les filles avaient exceptionnellement une vocation héréditaire. Aucun autre parent n'avait de droit à faire valoir sur la succession du père de famille décédé sans postérité ». De toutes ces règles, on peut facilement déduire que le législateur annamite s'est efforcé de conserver à la famille en ligne directe les biens laissés par les ancêtres ; la dis-

(1) Code Phil., t. I, p. 391 et 392.

(2) Code Phil., t. I, p. 395.

persion des biens était évitée dans l'ancien Droit sino-Annamite par le soin mis à écarter de la succession les collatéraux et les filles (1) ».

Postérieurement au Code de Gia-Long, un Décret de l'Empereur Thieu-Tri (1841-1847) (2), calqué sur un Décret Chinois relatif aux familles Mandchoues, admit à la succession les frères du défunt et leurs fils. Ce Décret décide en effet qu'une famille est éteinte : 1° Quand il n'y a pas de fils dans la famille ; 2° Quand les frères du chef de famille n'ont pas de fils ; 3° Quand il n'existe dans la famille aucun autre mâle « apte à continuer la postérité ».

Vers le milieu du siècle dernier, enfin, sous l'influence de la Coutume locale et des idées françaises, les filles furent admises à hériter au même titre et avec la même capacité successorale que les mâles.

Dans la loi annamite, il n'est pas question des droits des ascendants. En effet, d'après les règles qui dominent l'organisation de la famille, les descendants, du vivant de leurs parents, ne possèdent légalement rien en propre ; leur décès ne saurait donner lieu à une transmission de biens qui, en droit, n'ont cessé d'appartenir aux ascendants. Mais, nous avons vu qu'il est admis, dans la pratique, que le père peut autoriser son fils à avoir un domicile distinct et à posséder un patrimoine propre. C'est dans ce cas seulement qu'il peut être question de la vocation

(1) BRIFFAUT, *les Biens culturels en Annam*, p. 34.

(2) Code Phil., t. 1, p. 394.

héréditaire des ascendants, qui prennent rang immédiatement après les descendants et avant les frères et sœurs du défunt.

Nous avons ainsi quatre ordres d'héritiers qui, dans chaque ordre, excluent totalement ceux de l'ordre inférieur.

1° Les descendants ;

2° Les ascendants ;

3° Les frères et sœurs du défunt et leurs descendants directs ;

4° L'Etat.

Représentation. — La loi annamite donne à la Représentation, dans le cas où elle joue, les mêmes effets qu'en Droit français (1). Les articles 82 et 83 du Code, en appelant également et au même titre les enfants et les petits-enfants, sembleraient indiquer que le partage se fait par tête, mais une coutume constante n'attribue aux petits-fils que la part qu'aurait eue leur père.

En ligne collatérale, l'usage suivi en Annam et consacré par une jurisprudence invariable admet aussi la représentation en faveur des enfants des frères ou sœurs du défunt (2). La représentation n'est pas plus largement ad-

(1) SILVESTRE, *Considérations sur le Droit Annamite*, Pen. 1899, Doctr., p. 84.

(2) LASSEIRE, *Projet de Code à l'usage des Annamites*, p. 193.

mise en droit annamite, Elle est strictement limitée par le Code aux petits-enfants et aux neveux du défunt.

Tous les héritiers à égalité de degré succèdent par portions égales lorsqu'ils sont appelés de leur chef, sans le secours de la représentation, mais lorsque celle-ci a lieu, tous les représentants ne peuvent recevoir que la part du représenté, et, par suite, ils ne partagent que par souche avec les autres héritiers ; puis, ils divisent entre eux et par tête la portion du représenté parce que, entre eux, chacun a des droits égaux.

§ 1^{er}. — LES DIFFÉRENTS ORDRES D'HÉRITIERS

Les Descendants

Tous les enfants, issus du même père, qu'ils soient légitimes, nés de concubine ou d'esclave, ont droit à une part égale dans le partage de la succession, à moins qu'ils n'aient été exhéredés formellement par leur père. Nous lisons, en effet, dans le Code Annamite (Art. 83, Décret I) (1) que lorsque les enfants partagent les valeurs, rizières et biens de la famille, on ne doit pas rechercher s'ils sont nés de l'époux, des concubines ou des esclaves. C'est uniquement d'après le nombre des enfants que le partage a lieu, et par parts égales. « La Cour d'Appel de

(1) Code Phil., t. I, p. 392.

l'Indo-Chine a rendu de nombreux Arrêts qui ont toujours consacré et respecté ce principe d'égalité entre tous les enfants (1).

Il existe toutefois un double privilège en faveur du fils aîné :

1° C'est lui qui, en tant que chargé de rendre le culte aux ancêtres, hérite, à moins d'indignité, des biens érigés en *huong hoà*.

2° L'article 46 du Code Annamite (2) déclare que le fils ou petit fils aîné de droite lignée, c'est à dire né de l'épouse légitime, a le privilège des titres et dignités transmissibles dont était investi son père.

Ces titres et dignités sont purement honorifiques ; ils sont conférés par l'Empereur d'Annam pour récompenser les services éminents rendus par ses sujets à la Couronne.

Ces titres, qui comprennent cinq degrés, sont héréditaires ; mais, à chaque transmission, ils diminuent d'un degré, ce qui en amène la disparition dans une famille titulaire du cinquième degré au bout de six générations (3).

Le fils aîné majeur (4) hérite en outre, à la mort de ses

(1) Voir notamment : Cour I. C. 20 juillet 1893, Pen. 99, art. 1321, p. 132 ; et 4 mai 1916, Pen., 1918, art. 3832, p. 231.

(2) Code Phil., t. I, p. 284.

(3) PRÊTRE, *Cours de Législation de l'Indo-Chine*, professé à l'Ecole Coloniale (1913-14).

(4) Aucune loi, en Annam, ne fixe l'époque de la majorité. Les rites prescrivent seulement la prise du bonnet viril à l'âge de

père et mère, de tous les pouvoirs du père, religieux et administratifs. Il est le continuateur de la famille, le garant de son existence. « C'est à lui qu'incombent les devoirs moraux qui résultent de la religion familiale ; il doit aide aux vivants, dont son foyer est le suprême refuge ; il doit secours aux morts : les prières de la gens sont la monnaie dont s'achètera l'immortalité des parents disparus et plus tard la bienveillance que les ancêtres manifesteront à leur descendant. » (1) Pendant la période de deuil, le fils aîné administre les biens du père défunt au nom de la cohérie ; il pourvoit à toutes les charges qui incombent au défunt lui-même, dont il continue la personne. Le patrimoine paternel est confié au fils aîné, « continuateur des rites, chargé de faire les libations, de brûler l'encens devant l'autel, d'offrir les sacrifices aux mânes des ancêtres, légataire par tradition orale des formules et des prières auxquelles il initie ses puînés, dépositaire des tablettes commémoratives des aïeux. » (2) L'aîné de la famille est le chef de ses frères et sœurs orphelins qui restent sous son autorité pendant la période de deuil et jusqu'à leur mariage (3) : les cadets ne peuvent disposer d'aucune valeur mobilière ou im-

vingt ans. Les Annamites n'ont guère conservé cet usage auquel les Chinois, au contraire, sont restés fidèles. LURO, *le Pays d'Annam*, p. 224.

(1) BRIFFAUT, *les Biens culturels en Annam*, p. 64.

(2) C. Saïgon, 1 octobre 96, Pen., 97, a. 1095, p. 243.

(3) LURO, *le Pays d'Annam*, p. 224.

mobilière dépendant de la succession paternelle sans l'autorisation de leur frère aîné majeur (1).

Au décès du père, si la mère est encore vivante, le fils aîné majeur devient toujours le Pontife de la religion des ancêtres, le chef religieux de la famille, remplaçant le père prédécédé ; mais l'administration du patrimoine paternel est confié à la mère, comme nous le verrons plus loin, en raison de son usufruit légal. Le fils aîné lui doit hommage et respect, et il est astreint à mener la vie commune sous le toit ancestral avec ses frères et sœurs (2).

Au fils doit être assimilé, au point de vue des prérogatives successorales, « l'adopté pour continuer la postérité » et « l'institué de postérité ». Ces deux institutions originales du Droit annamite, l'adoption pour continuer la postérité ou adoption religieuse et l'institution d'héritier, ont un but essentiellement religieux : assurer la continuation du culte familial en donnant au chef de famille décédé sans enfant mâle une postérité par le choix d'un parent qui lui tiendra lieu de fils et sera

(1) En Chine, comme en Annam, le frère aîné a sur ses cadets, au décès des parents, l'autorité morale d'un père, qui découle de son pouvoir religieux dans la famille. V. FARJENEL, *la Morale Chinoise*, p. 96. : « En Chine, le frère cadet doit se soumettre au frère aîné, le respecter, lui obéir. La raison de cette obligation et de cette subordination est que le frère aîné se trouve, par rapport à son cadet, plus près des divinités domestiques que celui-ci, qu'il sera honoré comme tel à son tour quand la mort aura fait passer son âme dans la région des mânes auxquels les descendants réservent leurs prières et leurs sacrifices. »

(2) C. Saigon, 1 octobre 96, Pen. 97; J. art. 1095, p. 243.

chargé de rendre le culte aux ancêtres, dont l'extinction, le plus grand malheur qui puisse arriver à un Annamite, est ainsi évitée. La désignation de ce parent est effectuée d'après des règles rituelles, dans l'adoption, par l'adoptant lui-même de son vivant, dans l'institution d'héritier par la veuve de l'époux décédé sans descendant mâle.

L'adoption pour continuer la postérité. — Le Législateur annamite élève cette adoption au rang de ses premières et de ses plus importantes institutions ; elle a son origine dans la famille et son fondement dans la religion » (1). Elle n'est permise qu'au chef de famille marié. En effet, les coutumes font une obligation à chacun de se créer une postérité mâle par le mariage, et si la nature refuse à un père des fils, il est tenu de par la loi (art. 76 du Code annamite) (2) d'y suppléer par la pratique de l'adoption. « Ne pas adopter quelqu'un pour continuer la descendance de la souche, c'est laisser s'éteindre cette souche, c'est interrompre le culte de la mémoire des ancêtres et causer à ceux-ci ce qui est regardé comme un malheur et comme un affront » (3). Cette adoption n'est possible que lorsque le père est présumé ne plus espérer avoir d'enfant. Aussi l'art. 76 du C. A. la subordonne-t-il à deux conditions :

1° L'adoptant doit être marié depuis dix ans au moins et n'avoir aucun descendant mâle ;

(1) LASSERRE, *Projet de Code*, p. 77.

(2) Code Phil., t. I, p. 367.

(3) Code Phil., t. I, p. 375.

2° L'épouse de l'adoptant doit être âgée de plus de cinquante ans.

Quant à l'adopté, il doit remplir les quatre conditions suivantes (1) :

1° Être de la même souche que l'adoptant, c'est-à-dire descendre du même père ;

2° Être de la génération à laquelle appartiendrait le descendant dont il tient lieu. Tous les descendants de la même souche ne sont pas aptes à continuer la postérité et à recueillir les tablettes commémoratives des ascendants. Il y a, d'après le paragraphe 5 de l'art. 76 un ordre basé sur la prééminence ou l'infériorité du rang, et c'est une faute grave de troubler l'ordre de translation successive des tablettes des défunts d'un autel sur un autre autel domestique. Cet ordre est indiqué par le Décret I, sous l'art. 76 (2). « Il est permis, y lisons-nous, à celui qui n'a pas de fils de désigner un neveu (enfant de génération inférieure) de même souche tel que la tablette de l'un doive directement, selon l'ordre naturel des générations, passer de l'autel où elle est placée sur l'autel où est placée celle de l'autre pour continuer la postérité. » Le père qui n'a pas de fils devra choisir d'abord parmi les enfants de ses frères, ensuite parmi les fils de cousins germains, et enfin, s'il n'en existe point, parmi les parents de la même génération appartenant à des branches collatérales plus éloignées. A défaut de ces

(1) DÜRRWELL, *Doctrine et Jurisprudence indigène*, p. 18.

(2) Code Phil., t. I, p. 369.

parents, il pourra choisir parmi les personnes portant le même nom de famille et ayant une souche commune (1).

3° Avoir le même nom patronymique que l'adoptant.

4° Être du sexe masculin.

Le consentement de la famille de l'adopté est exigé dans tous les cas et l'adoption ne peut avoir lieu sans l'assentiment des père et mère et du survivant d'entre eux, et à défaut, de l'ascendant qui le remplace.

L'adoption pour continuer la postérité opère une mutation complète de la famille. L'adopté sort de sa propre famille pour rentrer sans réserve dans celle de l'adoptant où il occupe la place d'un véritable fils avec tous les droits et les prérogatives qui lui appartiennent. Il hérite du nom de l'adoptant, de son patrimoine, des biens du culte et même des dignités héréditaires, s'il « est parent de la même souche et rapproché ». (Art. 46 C. A.). S'il naît un fils légitime après l'adoption, les biens de l'adoptant sont partagés également entre ce fils et l'enfant adopté précédemment, mais le fils légitime hérite seul des biens culturels (art. 76, Décret I) (2).

Les devoirs de l'enfant adoptif envers ses nouveaux parents sont les mêmes que ceux d'un fils légitime et

(1) Ces règles du choix de l'adopté ne sont pas toujours exactement observées dans la pratique, et la coutume est plus tolérante que la loi ; mais, en cas d'infraction, nos Tribunaux n'interviennent jamais d'office et ne se prononcent que sur la plainte de la famille. LURO, *le Pays d'Annam*, p. 222. — Cour I. C., 27 sept. 1894, Pen. 95, J. a. 756, p. 263.

(2) Code Phil, t. I, p. 369.

l'adoptant a sur lui tous les droits que confère en pareil cas la puissance paternelle. Mais en donnant au père adoptif toutes les prérogatives du véritable père, la loi lui en impose aussi toutes les obligations, et il ne peut ni délaisser, ni renvoyer cet enfant. L'adopté ne peut également abandonner son père adoptif, à moins qu'il ne soit devenu lui-même, par suite de la mort de ses frères, la seule postérité de son propre père. Dans ce cas, il est autorisé à retourner dans sa famille naturelle, mais il perd tous ses droits dans sa famille d'adoption (1).

A côté de l'adoption pour continuer la postérité existe en Droit annamite un autre genre d'adoption, dite officieuse ou d'affection, souvent pratiquée, mais n'ayant pas le même but et n'entraînant point les mêmes effets que la précédente. Il n'est pas rare en effet de voir les Annamites recueillir dans leur demeure pour les nourrir et les élever des enfants pauvres complètement étrangers à leur famille : la compassion, le désir de donner un compagnon de jeux au fils de la maison sont souvent leur seul mobile (2). Les enfants ainsi adoptés sont appelés *con nuoi* (enfants élevés par pure affection). Ceux-ci n'ayant ni le même nom, ni les mêmes ancêtres que l'adoptant, sont inaptes à continuer sa postérité, puisqu'ils ne peuvent rendre le culte aux ancêtres. Ils ne prennent pas le nom de famille de l'adoptant et peuvent, à leur majorité, retourner à leur famille naturelle. Ils n'ont pas

(1) LASSERRE, *Projet de Code*, p. 77.

(2) LUBO, *le Pays d'Annam*, p. 221.

de vocation héréditaire propre, mais ils ont droit, après la mort de l'adoptant, à leur entretien et à une place au foyer domestique du défunt (1). Il arrive en outre assez fréquemment que les enfants légitimes, lorsqu'ils procèdent au partage, leur font un cadeau ou leur remettent une certaine somme d'argent, en souvenir de l'affection que leur portait le défunt. Le paragraphe V de l'art. 76 du C. A., en disant qu'« il sera mesuré au *con nuoi* une part dans les biens de la famille », semble créer une obligation pour celle-ci de ne pas oublier, lors du partage, l'enfant d'adoption, et d'honorer par un souvenir, si faible qu'il soit, la mémoire de l'adoptant, dont on doit, d'après les règles de la piété filiale, suivre scrupuleusement la façon d'agir pendant la vie (2).

L'institution de postérité. — Lorsque le chef de famille est décédé sans postérité mâle légitime ou adoptive, sa veuve est tenue, d'après le Décret II de l'art. 76 (2), de lui choisir, avec l'assistance des principaux membres de la famille, réunis en conseil de famille, une personne « dans les conditions voulues pour lui servir de postérité ». Ce choix s'effectue d'après les mêmes règles rituelles et en se conformant strictement aux conditions exigées pour l'enfant adopté pour continuer la postérité. La veuve, dans ce choix, doit être assistée de l'assemblée

(1) COUR I. C., 12 juin 1884, Rec. Las., p. 319.

(2) LASSERRE, *Projet de Code*, p. 86.

(3) Code Phil., t. I, p. 369.

ou conseil de famille, ancienne institution de la société annamite, dont le Code de Gia Long fait mention à différentes reprises (art. 76, Décrets II, IV, etc.). C'est en s'inspirant des principes qui la régissaient dans l'ancien droit annamite que le rédacteur du Décret français du 3 octobre 1883 (1) a fixé ainsi sa composition : Président, le chef de canton du lieu d'origine, ou à son défaut un des grands notables du village ; membres : le truong toc (chef de la parenté) de la famille et trois parents de la ligne paternelle parmi les plus proches de la famille, les parents du côté maternel étant formellement exclus. Cette assemblée est appelée à délibérer sur toutes les questions intéressant la famille (culte domestique, mineurs, etc.) (2).

L'institué de postérité, légalement choisi, jouit des mêmes prérogatives que s'il avait été adopté par le *de cuius* lui-même, et a, par suite, tous les droits du fils légitime (3). Il devient le chef religieux de la famille du défunt, il hérite des biens du culte (4), du patrimoine, mais il est tenu de respecter, comme nous le verrons plus loin, l'usufruit légal de l'épouse du *de cuius* qui conserve le droit d'en jouir tant qu'elle respecte son veuvage.

Le Décret IV de l'art. 76 (5) permet d'instituer excep-

(1) *Précis de Législation Annamite*, chap. X, *Minorité*.

(2) DÜRRWELL, *Doctrine et Jurisprudence indigène*, p. 57.

(3) Cour I. C., 9 déc. 1909, D. 1910, J., p. 116.

(4) Cour I. C., 20 août 91, Pen. 92, J. a. 201, p. 592.

(5) Code Phil., t. I, p. 370.

tionnellement une postérité à un célibataire, s'il était déjà fiancé avant sa mort ou s'il a perdu la vie en défendant son pays (par exemple s'il a été tué à la guerre). La désignation du parent qui lui servira de postérité est faite, en se conformant toujours aux principes rituels qui président au choix d'un enfant adoptif, par le père ou le grand-père paternel du défunt, et à défaut par l'assemblée de famille.

Droits des filles. — Dans l'ancien Droit sino-annamite, les filles étaient absolument exclues de la succession paternelle (1). Cette sévérité venait de ce qu'en se mariant les filles sortent d'une façon définitive de leur famille naturelle et qu'elles honorent un autre culte ; elles deviennent des étrangères ; or le vœu du législateur est que la terre familiale doit rester exclusivement dans la famille. Aussi les droits des filles étaient-ils, dans le partage des biens du père, absolument sacrifiés à la descendance mâle, seule qualifiée pour rendre le culte aux ancêtres.

Le Code annamite, d'après M. Philastre, n'admet que les fils au partage de la succession (art. 83, Décret I) (2) et il en donne les trois raisons suivantes :

1° Le Décret II n'admet les filles à hériter que si la

(1) DÜRRWELL, *Doctrines et Jurisprudence indigène*, p. 54 ; LURO, *le Pays d'Annam*, p. 215 ? « Il est certain que la loi annamite, dans son sens primitif, n'appelait que les mâles à la succession. »

(2) Code Phil., t. I, p. 392.

postérité mâle est éteinte. Cette prescription serait inutile si le Décret I admettait les filles à la succession.

2° L'art. 83 est imité textuellement de la loi chinoise. Or, en Chine, les filles sont considérées comme pourvues lorsqu'on les marie ; elles ne reçoivent qu'une petite dot en argent ou en mobilier, et elles sont exclues du partage à la mort de leurs parents (1).

3° Dans les Décrets qui suivent l'art. 76, lorsqu'il est traité du partage des biens, il n'est parlé que des fils et jamais des filles.

Déjà, sous le gouvernement annamite, la coutume était venue tempérer les prescriptions strictes de la loi concernant l'exclusion des filles, principe que l'esprit public n'admettait en général qu'avec répugnance. Les filles étaient admises au partage familial, mais les lots qui leur étaient attribués ne consistaient en général qu'en biens meubles (numéraire, bijoux, linge, cadeaux de noces, etc.).

L'influence française a achevé ce que la coutume avait heureusement commencé pour le sort des filles, et le principe d'égalité entre les héritiers s'est infiltré peu à peu dans la pratique (2).

La Cour d'appel de l'Indo-Chine a toujours reconnu et consacré ce principe de l'égalité des fils et des filles

(1) TCHENG TI KONG, *op. cit.*, p. 20.

(2) GARROS, *les Usages de la Cochinchine*, p. 201.

dans le paratge des biens de l'auteur commun (1). Un arrêt du 12 janvier 1891 (2) dit notamment dans ses considérants : « Attendu que le Code annamite ayant à statuer sur la vocation héréditaire ne réserve sa sollicitude qu'à l'égard des fils,

« Que la coutume plus tolérante et plus humanitaire, introductive d'un droit nouveau en ce qui touche la condition légale de la femme annamite, l'a élevée du rang de sujétion et de dépendance où la loi primitive l'avait placée,

« Qu'ainsi l'on voit, à la faveur de mœurs plus douces et par le progrès d'un état social plus affermi, s'établir cette règle, à savoir : les filles viennent en concours avec les fils dans le partage de l'hérédité et ont une part égale des biens de la succession de leur père décédé sans testament. »

Cependant deux arrêts de 1911 (3) ont paru vouloir s'écarter de cette jurisprudence et ont décidé que les filles n'héritent qu'à défaut de descendant mâle et à l'exclusion de la ligne collatérale, sous la réserve des droits du culte. En ligne directe, les biens immeubles demeurent l'apanage des héritiers mâles, tandis que les femmes sont loties en argent, bijoux, hardes, linge, objets mobi-

(1) Cour I. C., 23 juillet 1881, Rec. Las., p. 75 ; 25 janvier 1894, Pen. 1899, art. 1291, p. 65 ; 17 avril 1902, Pen. 1902, a. 1799, p. 360.

(2) Pen. 1899, art. 1379, p. 271.

(3) Cour I. C., 27 avril et 8 juin 1911 ; Dar., 1912, J., p. 52 et 56.

liers et cadeaux de mariage. Ces deux arrêts ont jeté un certain trouble dans les usages annamites. La question fut, l'année suivante, portée de nouveau devant les tribunaux, et dans un arrêt fortement et longuement motivé, en date du 12 septembre 1912 (1), la Cour d'appel de Saïgon est revenue à son ancienne doctrine, qui paraît définitivement assise. Cet arrêt déclare formellement que « suivant une coutume déjà ancienne et la jurisprudence annamite suivie par nos tribunaux et la Cour de Saïgon jusqu'à ces derniers temps, les filles, à défaut de testament les exhérédant, sont appelées au partage au même titre que les héritiers mâles. » Ce principe d'égalité absolue entre les filles et les fils, affirmé à nouveau par la Cour dans un arrêt récent du 16 novembre 1916 (2), est si bien passé dans les mœurs qu'aucun Annamite ne cherche à s'y soustraire : il est sans exemple, au moins dans les affaires qui ont passé devant nos tribunaux, qu'un testament ait exhérédié les filles (3).

II. Les Ascendants

Le fait que le célibat est une exception dans la société annamite et que l'indigène se marie jeune et a la préoccupation d'avoir des enfants pour assurer la continuation du culte des ancêtres ; la possibilité pour le chef de

(1) Dar. 1913, J., p. 78 et la note.

(2) Pen. 1919, a. 3855, p. 15.

(3) LERO, *Le Pays d'Annam*, p. 216.

famille sans enfant de choisir un parent qui lui tiendra lieu de fils ; l'obligation pour la veuve d'instituer une postérité à l'époux prédécédé sans descendant, entraînent cette conséquence que c'est presque toujours un descendant, ou un parent qui a les mêmes droits, qui appréhende complètement et exclusivement la succession paternelle. L'ascendant ou le collatéral n'auront que très rarement une vocation héréditaire. La jurisprudence est d'ailleurs presque nulle sur ces deux ordres d'héritiers, et l'on ne trouve dans les Recueils qu'une dizaine d'arrêts les concernant. Aussi ne leur consacrerons-nous que de brefs développements.

Nous avons vu qu'il ne pouvait être question des droits héréditaires des ascendants que dans le cas où le père a autorisé son fils à avoir un domicile séparé et distinct, et par suite à posséder un patrimoine propre. Comment se règle le sort des biens au décès du fils ?

a) Si ce dernier laisse des enfants légitimes ou adoptifs, ses biens reviennent à ceux-ci ;

b) S'il laisse une veuve sans enfants, celle-ci est tenue, comme nous le savons, de choisir un parent pour servir de postérité au défunt (art. 76, Décret II). L'institué de postérité est héritier, mais l'épouse, tant qu'elle respecte son veuvage, a droit à l'usufruit des biens du mari prédécédé ;

c) Si le fils décède sans postérité, les ascendants appe-

lés à recueillir sa succession sont, dans l'ordre ci-après (1) :

- 1° le père,
- 2° l'aïeul paternel,
- 3° la mère,
- 4° l'aïeule paternelle.

Chaque ascendant succésible exclut totalement celui du rang inférieur : par exemple, si au décès du fils, le père et l'aïeule paternelle sont encore vivants, c'est le père qui recueillera l'universalité de la succession. Au contraire, pour les descendants et aussi pour les collatéraux, il y a partage égal du patrimoine en autant de parts qu'il y a de succésibles, sans préférence ni exclusion.

Les grands-parents maternels ne sont jamais appelés à la succession de leurs petits-enfants. Cette prohibition résulte des principes qui dominent l'organisation de la famille annamite, les grands-parents maternels n'ayant ni le même nom patronymique, ni la même souche, ni le même culte familial que le défunt.

Une jurisprudence constante décide que les ascendants héritent toujours à l'exclusion des collatéraux (1). Un arrêt de 1902 (3) a décidé que la mère, même remariée,

(1) Cour I. C., 15 mai 1913, J. J., 1913, p. 543 : « Les biens du fils doivent, après son décès, et à défaut de postérité directe, échoir d'abord à l'ascendant mâle le plus proche. »

(2) Cour I. C., 29 nov. 1883 et 12 juin 1884, Rec. Las., p. 241 et 315 ; 15 mai 1913, J. J., 1913, p. 543.

(3) Cour I. C., 5 juin 1902, Pen. 1902, art. 1815, p. 39 et la note.

devait « venir de préférence aux collatéraux comme l'héritière naturelle la plus immédiate de ses enfants décédés sans postérité. »

III. Les Collatéraux

Dans l'ancien Droit sino-annamite et d'après le Code de Gia-Long de 1812, les collatéraux étaient complètement exclus de la succession. Vers 1840, un Décret de l'Empereur Thieu-Tri (1) décida que les frères (et leurs fils), du défunt pourraient succéder au chef de famille décédé sans postérité ni ascendant au degré successible. Ce Droit fut, par le Droit coutumier, étendu aux sœurs et aux nièces du défunt, lorsque le principe de l'autorité successorale des garçons et des filles fut passé dans les mœurs annamites, dans la dernière moitié du siècle précédent.

Actuellement (2), à défaut de descendant ou d'ascendant, les frères et sœurs (ou leurs descendants) succèdent à leurs frères et sœurs par parts égales, et par tête ou par souche, suivant qu'ils viennent de leur chef ou par représentation (3). Les collatéraux maternels sont absolument exclus de la succession, pour les mêmes raisons que les ascendants maternels : il n'y a entre eux et le défunt ni

(1) Code Phil., t. I, p. 394.

(2) En Chine, les collatéraux sont toujours exclus de la succession. BRIFFAUT, *op. cit.*, p. 33.

(3) Cour I. C., 1 fév. 1883 et 12 juin 84, Rec. Las., p. 164 et 315.

identité de nom patronymique, ni souche commune, ni même culte familial. Le Tribunal de Hanoï a fait une exacte application de ce principe lorsqu'il a décidé, par un jugement en date du 27 janvier 1903 (1), que le frère utérin n'est pas un parent au degré successible.

Il n'y a pas, à notre connaissance, de jurisprudence sur la question de savoir si, lorsque le défunt ne laisse ni descendant, ni ascendant, ni frère ou sœur, l'oncle ou la tante paternels (et leurs descendants) ont capacité pour recueillir cette succession. Nous n'avons rien trouvé non plus dans les rares auteurs qui ont écrit sur le Droit annamite. Nous pensons que la question doit être résolue par l'affirmative. L'oncle paternel a le même nom patronymique (ho), la même souche et honore les mêmes ancêtres que le défunt. Tous deux descendent du même auteur commun. Enfin le vœu du législateur annamite que la terre reste dans la famille est également respecté. La présence d'un oncle (ou d'une tante) paternel empêchera donc la succession de tomber en déshérence. Ce qui est certain, c'est qu'en cas de concours d'un frère (ou d'une sœur) du défunt et d'un oncle paternel, c'est le frère qui recueillera la totalité de la succession du *de cujus*, à l'exclusion de l'oncle.

(1) J. J., 1903, p. 181.

IV. L'Etat

D'après une ordonnance de la 7^e année du règne de l'Empereur Thieu-Tri (1884) (1), les biens des successions en déshérence par suite de l'extinction de tous les membres de la famille aptes à succéder, sont divisés en dix parts : sept parts sont versées à l'Etat ; les trois autres sont remises, au titre de huong hoa (biens cultuels), à un parent, ou si la famille est éteinte, à un ami, un serviteur ou un domestique de la famille disparue (2). Si les biens sont de minime valeur, ils servent en totalité à la constitution de biens cultuels.

Depuis l'occupation française, le Domaine n'a jamais usé de son droit et a permis aux parents de la ligne maternelle, exclus de la succession par la loi annamite, d'appréhender les biens laissés par le défunt. « Avec nos mœurs et nos habitudes, il nous paraît exorbitant que l'Etat puisse être préféré aux parents de la ligne maternelle, et qu'une fiction de Droit soit assez puissante pour détruire d'une manière complète l'œuvre de la famille et briser tous les liens qui attachent l'enfant à la famille de sa mère. L'administration française n'est jamais venue disputer à une vieille grand'mère maternelle la succession de son petit fils (3).

(1) MIRABEN, *Précis de Droit Annamite*, p. 89.

(2) MICHEL et DELOUSTAL, *Recueil des Ordonnances royales*, p. 68.

(3) LASSERRE, *Projet de Code*, p. 183.

§ II. — L'USUFRUIT LÉGAL DE L'ÉPOUSE SURVIVANTE

Caractères. Déchéance. — L'épouse survivante de premier rang (1), à laquelle il faut assimiler la Kemau (2), c'est-à-dire la femme épousée rituellement après la mort de la femme de premier rang, n'hérite jamais des biens de l'époux prédécédé, même quand il n'a laissé ni descendant, légitime ou adoptif, ni ascendant, ni collatéral. L'héritier est le parent qu'elle est tenue par le Code d'instituer à l'époux décédé sans enfant pour lui servir de postérité. Elle n'a, tant qu'elle respecte son veuvage, qu'un droit d'usufruit (3) s'étendant à toutes les portions du patrimoine non affectés au culte des ancêtres (4). Ce droit d'usufruit, qui s'exerce dans des conditions identiques, que le chef de famille soit décédé sans postérité ou qu'il ait laissé des enfants, soit mineurs, soit

(1) La femme de premier rang est appelée *vo chình* ou *chanh thât* (chanh = principal, au milieu ; thât, maison). Elle est l'égale de l'homme sous le toit conjugal (art. 96 C. A.). Son union a été célébrée selon les cérémonies rituelles.

(2) Cour I. C., 29 mai 1884, Rec. Las., p. 309 ; Tribunal Hanoï, 3 septembre 1903, J. J., 1904, p. 111.

(3) Jurisprudence constante. Voir notamment : Cour I. C., 14 août 1880, et 9 août 1883, Rec. Las., p. 33 et 191 ; 12 janv. 1891, Pen. 1891, art. 1, p. 3.

(4) Toutefois, cet usufruit se restreint à la part qui lui est réservée lorsque le mari a fait par testament ou de son vivant le partage de ses biens entre ses enfants, en affectant une part pour les besoins de sa femme (Cour I. C., 25 août 92, J. J., 93, p. 310 ; 18 juin 1897, J. J., 97, p. 309).

majeurs, découle du Décret II de l'article 76 du C. A. (1). Nous y lisons « qu'en cas de remariage, les biens et valeurs de l'époux devront faire retour à la famille du mari. » Les auteurs et la jurisprudence qualifient généralement ce droit du terme juridique d'usufruit légal. », emprunté au Droit français, mais qui ne correspond pas entièrement à la réalité du Droit annamite en cette matière. Plusieurs arrêts (2) font d'ailleurs justement remarquer que cet usufruit dévolu *intuitu personæ* à la mère survivante ne ressemble en rien à l'usufruit ordinaire de la loi française, du reste inconnu en Annam, puisqu'il n'entraîne pas un démembrement de la propriété susceptible d'être cédé à des tiers.

La veuve n'a pas, en effet, le droit d'user et d'abuser de son usufruit, notamment de le vendre ou de le céder même à titre onéreux dans son intérêt personnel. Elle a au contraire pour devoir d'administrer et de conserver le patrimoine de son mari. Comme le dit l'arrêt de 1910 précité, « elle doit faire ce que son défunt mari eût fait avec prudence et sagesse. » L'arrêt de 1891, dans un de ses attendus, précise « que ce droit de jouissance dont elle est investie a tous les caractères d'un mandat temporaire qui lui est confié, d'un fidéi-commis légal, à charge par elle de conserver les biens patrimoniaux et de les rendre à son décès dans leur intégralité aux nu-

(1) Code Phil., t. I, p. 370.

(2) Cour I. C., 28 mai 1891, Pen. 91, a. 55, p. 145 ; 7 juillet 1910, Dar., 1911, J. p. 26.

propriétaires continuateurs de la personne du *de cujus*, sans qu'il lui fût possible d'en changer la nature, la substance ni la destination. »

Nous emploierons également dans les développements qui vont suivre ce terme d'usufruit légal, à défaut d'autre permettant de qualifier d'une manière plus précise et plus juste cette institution du Droit annamite, mais avec les réserves que nous venons de faire.

Sans prétendre user de son droit d'usufruit, l'épouse survivante doit remplir deux conditions :

1° Produire un extrait de mariage régulier d'après les registres de l'état civil (1), tout au moins depuis l'arrêté du 1^{er} décembre 1876, qui impose aux indigènes annamites des règles précises et formelles en matière d'état civil.

2° Respecter son veuvage. En agissant autrement, la femme outrage la mémoire de son mari, est une cause de scandale pour la famille de ce dernier : aussi est-elle dans ce cas déchue de son droit d'usufruit. La principale cause de déchéance est le remariage (2), que mentionne expressément le Décret II de l'art. 76 du Code annamite. La jurisprudence en offre d'autres exemples variés, notamment le fait par l'épouse d'avoir contrevenu aux règles de deuil en vivant en concubinage et en concevant

(1) Cour I. C., 42 février 1898, cité par Dürwelle, *Doctrines et Jurisp. indig.*, p. 86 et Cass. 30 juillet 1906, Pen. 1907, 2. 2360, p. 83.

(2) Cour I. C., 11 mars 1913, J. J., 1913, p. 167.

et enfantant pendant son veuvage (1), la vente d'une partie des biens consacrés au culte des ancêtres (2), etc.

C'est le Tribunal de la situation des biens, saisi par une requête des intéressés, qui doit apprécier les motifs d'indignité invoqués. Une jurisprudence constante décide en effet que ce droit n'appartient nullement à l'assemblée de famille. Celle-ci aurait, en effet, dans ce cas, un droit unique et dangereux : les membres de la famille seraient le plus souvent juges de leur propre cause, puisque ce sont eux qui seraient appelés à profiter de la déchéance qu'ils prononceraient eux-mêmes au détriment de la veuve usufruitière. Le Conseil de famille ne peut que provoquer cette déchéance, qui doit être prononcée par les tribunaux (3).

En cas de déchéance, l'administration et la jouissance des biens du mari passent entre les mains d'un parent de la branche paternelle, chargé de la gérance pendant la minorité des enfants, seuls héritiers. Le gérant des biens pupillaires n'est qu'un « détenteur précaire et responsable des biens héréditaires (4) ». L'épouse déchue est d'ailleurs fondée à lui réclamer une pension alimentaire, affectée à l'entretien des enfants mineurs qui vivent sous le toit de la mère. Les tribunaux ont en cette ma-

(1) Cour I. C., 28 janvier 1903, Pen. 1905, a. 2080, p. 28

(2) Cour I. C., 28 avril 1881, Rec. Las., p. 68.

(3) Cour I. C., 30 juin 1904, et Cassation, 18 mars 1907, Pen. 1907, a. 2399, p. 197.

(4) Cour I. C., 14 mars 95, Pen. 1896, a. 889, p. 177.

tière un pouvoir d'appréciation souverain et peuvent, selon les circonstances, refuser à l'épouse indigne toute pension **alimentaire**.

Effets. — Le principal effet du droit d'usufruit de l'épouse est d'empêcher de son vivant et en dehors de son initiative directe tout partage du patrimoine paternel (1), conformément à l'art. 82 du C. A. (2), qui défend « aux enfants de faire un rôle de famille distinct et de partager les biens du vivant de la mère ». Les tribunaux doivent annuler toutes les conventions de cette nature passées en dehors de la participation de la veuve usufruitière.

Droits et devoirs de la veuve usufruitière. — En tant que chef de la famille issue de son mari et continuateur de la personne du défunt, l'épouse survivante a jusqu'à son décès l'administration de tout le patrimoine du mari, dont elle perçoit tous les revenus ; elle a, par contre, l'obligation de payer les dettes successorales ; de subvenir à son propre entretien et à celui de toutes les personnes vivant sous le toit paternel, enfants, femme de second rang, concubines ; de veiller à l'accomplissement des cérémonies du culte ; s'il y a des excédents de revenus, elle doit les employer à l'acquisition de nouveaux biens. Les économies faites par elle doivent revenir aux héritiers. Elle ne doit rien conserver par devers elle :

(1) Jurisprudence constante : Voir Cour I. C., 15 avril 1897, Pen. 1898, a. 1243, p. 273 et 12 mai 1916, Pen. 1917, a. 3701, p. 226 et la note.

(2) Code Phil., t. I, p. 389.

en lui conférant cet usufruit, le législateur annamite a entendu simplement la mettre à l'abri du besoin et la soustraire à des revendications contraires à la piété filiale (1).

La veuve usufruitière doit, au décès de son mari, faire dresser et certifier par les notables du village un inventaire des biens mobiliers et immobiliers de la succession (2). Elle peut être déclarée déchuë de son droit d'usufruit, si elle a négligé de faire dresser cet inventaire et si elle a vendu, sans besoin familial ou sans nécessité urgente, une partie des meubles dépendant de la succession de son mari : le Tribunal apprécie les faits qui peuvent constituer un abus de jouissance (3). L'épouse survivante n'a jamais le droit d'aliéner, seule, un immeuble successoral. Elle ne le peut, d'après une jurisprudence constante basée sur la coutume annamite, que sous deux conditions expresses :

1° La vente doit être nécessitée par des besoins familiaux et urgents dûment établis et tels que le numéraire ou les meubles existants soient insuffisants pour y subvenir, par exemple : éteindre des dettes successorales, subvenir aux frais d'obsèques et de sépulture du mari, payer l'impôt foncier (4), etc. Il doit être fait mention

(1) D'URRWELL, *Doctrine et Jurisprudence indigène*, p. 168.

(2) Cour I. C., 21 septembre 1893, J. J., 1894, p. 108.

(3) Cour I. C., 17 juin 1888, J. J., 1891, p. 317.

a. 1029, p. 64^e; Cour I. C., 1 octobre 1896, Pen. 1897, a. 1085, p. 243.

(4) Cour I. C., 7 juin 1894, et Cass., 30 décembre 1896, Pen. 1897.

dans l'acte de vente de l'emploi du prix pour justifier la nécessité ou l'opportunité de l'aliénation.

2° La veuve doit être assistée du truong toc de la famille paternelle et des enfants majeurs, ou du fils aîné seul, qui représente les autres successibles (1). Si les enfants majeurs sont de lits différents, chaque branche doit être représentée (2).

Le truong toc (chef de la parenté) est le membre le plus âgé de la génération la plus rapprochée de l'ancêtre commun aux diverses branches de la famille. Au décès de l'ascendant commun à toutes ces branches, la fonction de chef de la parenté incombe au plus âgé des fils survivants de cet auteur commun, et à défaut de fils, au plus âgé des petits-fils. Le truong toc remplace le père ou le grand-père de chaque famille particulière dans ses fonctions quand cette famille est privée de son chef (3). Le chef de la parenté, par l'ascendance que lui donne son âge et l'autorité qui s'attache à son expérience, est le conciliateur attitré des différends et contestations entre parents. Il préside les conseils de famille, assiste aux partages de patrimoine, prend toutes les mesures conservatoires dans l'intérêt des mineurs, surveille la gestion de nations ou transactions qu'elle aurait à faire. Il est le

(1) Jurisprudence constante : Cour I. C., 24 nov. 1892, Pen. 1893 a. 324, p. 411 ; 20 avril 1893, Pen. 1893, a. 445, p. 410^e ; 14 mars 1895, Pen. 1896, a. 874, p. 119.

(2) Cour I. C., 31 déc. 1898, cité par DÜRRWELL, *Doctrine indigène*, p. 171.

(3) LURO, *Le Pays d'Annam*, p. 210.

la veuve usufruitière, donne son consentement aux aliénations ou transactions qu'elle aurait à faire. Il est le témoin autorisé de tous les actes importants de la vie familiale, il veille à la célébration des cérémonies du culte en l'honneur des ancêtres, il s'occupe de la dévolution du *huong hoa* (1). Il a la faculté de saisir la justice en cas de résistance aux avis qu'il émet ou aux remontrances qu'il adresse, car il tient ses pouvoirs de la loi, et non d'une élection des membres de la famille (2).

En cas d'aliénation par l'épouse survivante sans l'assistance du *truông tộc* et des enfants majeurs, la nullité de l'acte peut être demandée par chacun des co-héritiers : il n'est pas permis à la veuve usufruitière ni aux acquéreurs de prouver ultérieurement par témoins, soit le consentement des héritiers majeurs, soit la nécessité de l'aliénation.

Un arrêté du Gouverneur général de l'Indo-Chine, du 16 mars 1910 (2) sur la Procédure indigène, oblige actuellement la veuve à se munir, pour les actes de disposition, de l'autorité de justice (a. 218 à 220) (3).

Femme de second rang. — Quels sont les droits de la femme de second rang au décès du mari ? L'union de second rang a essentiellement pour but d'assurer, par la

(1) Cour I. C., 18 juin 1891, Pen. 1891, a. 56, p. 147.

(2) Cour I. C., 20 juin 1912, J. J., 1912, p. 517.

(3) Pen. 1911, III, p. 14.

(4) En Chine, « lorsque le père meurt, sa veuve prend l'usufruit de deux parts d'enfants. A défaut d'enfants, elle a l'usufruit du tout. » TCHENG TI KONG, *op. cit.*, p. 19.

naissance d'un enfant mâle, la continuation dans la famille du culte des ancêtres ; elle est pratiquée par celui auquel son épouse de premier rang n'aura pas donné d'enfant du sexe masculin. Elle est formellement prévue comme union légitime par la loi et les coutumes annamites, et elle est en outre consacrée officiellement par notre législation elle-même (1) qui a institué pour elle, comme pour l'union du premier degré, un état civil régulier. Deux cas sont à distinguer :

1^o L'épouse de premier rang est vivante. — Si la femme de second rang habite sous le même toit que l'épouse du premier rang, elle conserve, du vivant de cette épouse et tant qu'elle demeurera avec elle, ses droits d'usage et d'habitation au domicile conjugal. Elle a en outre droit à l'entretien et aux aliments pour elle et ses enfants nés du mari commun (2), tant qu'elle respecte également son veuvage. Si la femme de second rang a un domicile distinct, elle a qualité pour réclamer de la femme de premier rang, seule usufruitière légale des biens de la succession du mari commun, une pension alimentaire à son profit et au profit des enfants nés des œuvres de celui-ci. La pension est fixée par les tribunaux, d'après l'importance de la succession et les besoins de la bénéficiaire (2).

(1) *Précis de Législation civile Annamite* (établi en exécution du Décret du 3 oct. 1883), p. 12 et 18.

(2) Cour I. C., 12 juin 1907, Dar. 1907, J., p. 242 et 27 octobre 1910, Dar. 1911, J., p. 160.

(3) Cour I. C., 10 septembre 1903, et Cassat. 17 janvier 1906, Pen. 1906, a. 2300, p. 227.

2° Au décès de la veuve de premier rang, la femme de second rang prend elle-même l'usufruit légal de la succession paternelle. Son usufruit s'exerce dans les conditions que nous venons d'indiquer pour l'épouse de premier rang, avec les mêmes droits et les mêmes prérogatives (1) : sa présence, comme celle de la veuve de premier rang, met obstacle au partage des biens, qui ne s'opère qu'à son décès.

(1) Cour I. C., 29 mars 1884, Rec. Las., p. 309 ; 24 février 1887, J. J., 1891, p. 28 ; 25 avril 1892, J. J., 1893, p.^e301 ; Note s. 12 mai 1916, Pen. 1917, a. 3701, p. 226.

CHAPITRE IV

Formes et Opérations du Partage

La période de deuil et l'état d'indivision légale. — Au décès du père, si l'épouse vit encore nous venons de voir que celle-ci avait l'usufruit de la succession dont le principal effet est de mettre obstacle au partage du patrimoine paternel entre les enfants. Mais, alors même que leurs ascendants sont décédés, les enfants ne peuvent procéder immédiatement au partage de la succession. L'art. 82 du C. A. dans son deuxième alinéa (1), interdit aux frères aînés et cadets, pendant qu'ils sont en deuil de leur frère ou de leur mère, de faire établir un rôle distinct pour l'établissement de leurs familles et de partager les biens. « L'origine de cette prohibition se trouve dans un texte des Instructions et Préceptes de Confucius (2) ». Du vivant du père, on doit observer ses intentions ; après sa mort, on doit regarder sa façon d'agir pendant sa vie, et pendant trois ans ne rien altérer à la voie suivie par lui : c'est là ce qu'on peut appeler avoir de la piété filiale. « La

(1) Code Phil., t. I, p. 389.

(2) Code Phil., t. I, p. 391.

durée de la période de deuil est de trois ans. Durant ce laps de temps, tous les héritiers sont tenus de rester dans l'indivision, et les Tribunaux doivent repousser d'office toute demande en partage, parce qu'elle serait contraire à la piété filiale et à l'article 82 du Code Annamite. Toutefois le Juge peut prescrire des mesures conservatoires, par exemple la confection d'un inventaire des biens et valeurs de l'hérédité (1). En outre, l'action en annulation d'un partage effectué pendant la période triennale de deuil est également recevable (2).

La communauté de biens entre héritiers (3). — Le partage ne peut être demandé par les héritiers qu'à l'expiration de cette période, à moins qu'ils ne préfèrent rester dans l'indivision. Contrairement à ce qui a lieu dans le Droit français, où l'état d'indivision est vu d'un mauvais œil par le Code Civil (4), l'indivision est en Droit annamite de droit commun (5). Le Législateur veut ici éviter

(1) Cour I. C., 16 avril 1896, Pen. 1896, a. 971, p. 430.

(2) Cour I. C., 27 fév. 1913, Dar. 1913, J. p. 217.

(3) En Chine, au décès du père, « la communauté subsiste entre les enfants, sauf dans le cas de partage des biens, mesure à laquelle on ne recourt que contraint et forcé. Tous continuent à cultiver ensemble les terres de la famille, et cette indivision se maintient pendant des générations. » TCHENG TI KONG, *op. cit.*, p. 20.

(4) Code Civil, art. 815. — Cf. COLIN et CAPITANT, *Cours de Droit civil*, prem. édit., t. I, p. 766.

(5) Cour I. C., 17 juin 1909, J. J., 1910, p. 264.

la dispersion des membres de la famille et le morcellement des biens. Par suite de l'unité et de la cohésion de la famille annamite où tous les membres vivent sous le même toit dans une étroite solidarité, où le parent le plus âgé est respecté et écouté dans ses conseils, où les plus jeunes ont l'habitude de se soumettre à la volonté de l'aîné, plus sage et plus expérimenté, sans désir hâtif d'indépendance et d'émancipation comme dans nos sociétés modernes européennes, le décès du père ne rompt pas le groupe familial et n'entraîne pas l'émiettement du patrimoine. Le plus souvent, les enfants restent dans l'indivision et l'hérédité est gérée par le fils aîné majeur ou par le parent le plus âgé dans la branche paternelle. Cet héritier remplit l'office de *negotiorum gestor* dans l'intérêt des autres successibles. Il se produit alors entre les cohéritiers une communauté de biens qui prend une existence légale et s'établit à l'égard des tiers par l'inscription au *dia-bô* (1) d'un seul des fils, en principe le fils aîné (2). La conséquence de cette communauté est que tou-

(1) Le *dia-bô* est le cahier de description des propriétés dans les villages, un véritable registre de la conservation de la propriété, qu'on peut comparer à nos cahiers de la Conservation des hypothèques. Sur les détails de l'organisation, consulter DÜRRWIL, *Doctrine et Jurisprudence indigène*, art. *Bô*, p. 27.

(2) Cour I. C., 20 juillet 1882, Rec. Las., p. 119 ; 4 août 1892. Pen. 1892, a. 259, p. 766 ; 23 août 1894, Pen. 1895, a. 757, p. 265. Cf. BRIFFAUT, op. cit., p. 20 : « La co-propriété coutumière se révèle aux tiers par l'inscription au *Bô* du fils aîné de droite lignée auquel incombe l'administration des biens ancestraux, qu'il gère, comme autrefois son père, dans l'intérêt de la communauté. »

te terre obtenue en concession ou acquise par un cohéritier pendant la période d'indivision avec ses frères et sœurs ne lui appartient pas privativement, mais est incorporée à l'hérédité toute entière et doit être comprise dans un partage ultérieur, à moins toutefois que ce cohéritier ne justifie que du vivant du père ou de la mère, il avait obtenu le droit de quitter le toit paternel et d'avoir un domicile distinct. La Jurisprudence est formelle et constante en ce sens (1). Elle présume avec raison que si des accroissements de terrain ont eu lieu à la suite d'achats ou de concessions, le paiement du prix d'acquisition, la mise en culture, les travaux d'exploitation rurale n'ont pu être réalisés ou entrepris qu'à l'aide des deniers puisés dans le fond commun provenant des ressources, du gain ou des économies de la famille.

Pour résumer, l'indivision est l'état légal de la famille annamite entre successibles au décès du père et de la mère ; elle doit se continuer pendant les trois années de deuil et peut se prolonger indéfiniment.

Formes et opérations du partage. — Il est légitime de supposer que dans le très ancien droit sino-annamite le partage des biens par suite du décès du chef de la famille était inconnu. En effet, le principe de la perpétuation du

(1) Cour I. C., 24 nov. 1892, Pen. 1893, a. 345, p. 166 ; 19 janv. 1893, Pen. 1893, a. 366, p. 216 ; 27 février 1896, Pen. 1897, a. 1036, p. 80 ; 4 février 1904, J. J., 1904, p. 221 ; 14 nov. 1909, J. J., 1911, p. 74.^o

foyer familial et de la « collectivité coutumière » s'oppose théoriquement à toute dislocation de la co-propriété familiale au profit des diverses branches de la famille. Mais ce principe a subi de graves atteintes au cours des siècles, et il est ancestral déjà le droit coutumier qui autorisa les partages, c'est à dire « la rupture de la société universelle de biens que formait l'antique famille annamite (1) ». Cette exception au principe est consacrée par le Code Annamite (Art. 83) et les raisons en sont diverses :

1° le nombre toujours croissant des membres de la famille et l'antagonisme possible des enfants des différents lits ;

2° l'obligation pour une branche de la famille, trop à l'étroit sur le domaine des Ancêtres, de défricher des terrains nouveaux ;

3° le père, accablé de vieillesse, se résigne au partage parce qu'il estime que le fils aîné ne parviendra pas à maintenir l'intégrité du patrimoine commun. Actuellement, les partages sont fréquents (2), trop même, par suite d'une évolution des mœurs annamites due à l'infiltration des idées françaises, qui favorisent la division de l'héritage.

Le partage d'une succession peut s'opérer de trois façons :

(1) BRIFFAUT, *op. cit.*, p. 35.

(2) On peut affirmer que la majorité des affaires civiles soumises à nos tribunaux d'Indo-Chine se rattachent au partage successoral. L'Annamite, d'ailleurs, aime la chicane et la procédure.

1° Le « partage paternel entre vifs (1) », fait par le père lui-même de son vivant.

2° Le partage que nous qualifierons de « familial », opéré après le décès du chef de famille par un parent « âgé ».

3° Le partage « judiciaire », effectué par le Tribunal de la situation des biens.

a) **Le partage paternel entre vifs.** — Le chef de famille, voyant le terme de sa vie approcher, s'occupe de régler le sort de ceux qui doivent après sa mort continuer sa personne. Il appelle autour de lui sa femme, ses enfants et ses petits-enfants, il fait en leur présence l'inventaire exact de tous les biens et valeurs de la famille ; puis, en tenant compte des préférences des uns et des convenances des autres, il en fait entre eux une juste répartition. Lorsque chacun a accepté la part qui lui revient, on fait venir les notables et on rédige l'acte de partage ; tous les membres de la famille y apposent leur signature à côté de celles du père de famille et des notables. Selon la coutume, ces actes sont généralement divisés en deux parties⁶ : d'abord un préambule dans lequel le chef de famille raconte sa vie écoulée, parle de ses ancêtres, des biens qu'ils lui ont légués, de ceux qu'il a ajoutés, de sa famille encore vivante ; puis vient la répartition des valeurs entre les héritiers, et le père se vante généralement de l'avoir fait avec équité.

(1) Ce partage est appelé aussi par la Jurisprudence : « Acte de démission de biens. » V. Pen., 1896, a. 936, p. 315.

Nous reproduisons textuellement et en entier, à titre d'exemple, un acte de partage paternel rapporté, d'après Luro, par Silvestre (1).

« Phu de Tan Thanh, Huyen de Vinh An, Canton de An Traing, Commune (2) de Vinh Ihuoc, les époux Lor :

« Nous établissons d'un commun accord cet acte pour faire le partage de nos biens.

« Nous nous sommes unis autrefois par mariage et de cette union sont nés trois garçons et deux filles, soit en tout cinq enfants.

« En suivant notre condition, nous avons pu heureusement réussir dans nos entreprises et amasser quelques biens ; aussi avons-nous acheté des rizières et d'autres terres, des meubles assez nombreux qui ont augmenté d'autant le patrimoine de la famille.

« Mais maintenant, nous voyons que, bien âgés l'un et l'autre, il ne nous est guère permis d'espérer de prolonger de beaucoup encore le terme de nos existences ; les biens n'étant pas encore partagés, il est à craindre qu'il ne naisse entre nos enfants des contestations capables d'engendrer des discordes fâcheuses. C'est pourquoi nous, époux, désirons inventorier d'abord notre avoir, savoir :

« Trois parcelles de rizières et autres terres, d'une superficie totale de 75 « mau (3) ».

(1) *Considérations sur le Droit Annamite*, Pen. 1899, D. p. 97 et suiv.

(2) *Phu, huyen*, canton et commune sont des divisions administratives annamites.

(3) Le *mau*, unité de mesure agraire, vaut environ 30 ares.

« Des valeurs mobilières ;
« Deux paires de bracelets d'or jaune (or pur) ;
« Sept paires de pendants d'oreilles en or ;
« Dix paires de bracelets d'alliage d'or ;
« Quatre garnitures d'autel (brûle parfums, chandeliers, etc) en cuivre, ainsi que les ornements appropriés au complet ;

« Dix colliers de perles d'ambre, gros ou petits ;
« Cinquante lingots d'argent du poids de 10 taëls (onces) chacun ;

« En argent monnayé 1000 piastres (1) ;

« 15.000 ligatures (2) de sapèques de zinc ;

« Le partage sera fait en six parts :

« 1° Le huong hoa, formé de la première part, reviendra à notre fils aîné Nguyen van Tham qui la recevra pour l'administrer et offrir les sacrifices.

2° Les cinq parts restantes seront distribuées entre les enfants (garçons et filles), chacun recevant une part pour en jouir et assurer sa subsistance.

« Pour attester nos intentions, nous avons invité nos parents, ainsi que le Maire et les Notables de la localité à assister à l'établissement de l'acte et à reconnaître sa sincérité, afin d'en pouvoir témoigner au besoin.

(1) Unité monétaire, semblable à la pièce de 5 francs française, mais au taux variable. Elle valait en 1914 environ 2 fr. 50; elle vaut actuellement plus de 9 francs.

(2) La *ligature* comprend cent sapèques de zinc. Il faut environ 5.600 sapèques pour faire une piastre.

« Quant au règlement des parts, nous avons, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes touchant les portions de rizières ou autres terrains et de biens de toute sorte, dont la distribution se trouve détaillée dans l'ordre suivant :

1° Part de huong húa (Suit le détail du lot en meubles et immeubles) ;

2° Part de Nguyen van Tham, fils aîné (Même détail),
Signature : Nguyen van Tham, obéissant et recevant a signé.

3° Part de Nguyen van Ngon, fils cadet. (Mêmes détail et signature).

4° Part de Nguyen van Hoa, dernier fils. (Mêmes détail et signature).

5° Part de Nguyen Ahi Sam, aînée des filles. (Mêmes détail et signature).

6° Part de Nguyen Ahi Huy, fille cadette. (Mêmes détail et signature).

« Il existe en outre une maison couverte en tuiles que nous époux, conservons pour y demeurer avec notre dernier fils, Nguyen van Hoa ; nous gardons encore en dehors du partage 5.000 ligatures. Cette somme servira à payer, quand nous mourrons les frais de nos funérailles. Si elle ne suffisait pas, Hoa supporterait la différence ; mais s'il reste un surplus, ces dépenses payées, il lui sera acquis ainsi que la maison en tuiles que nous lui

donnons en toute propriété, sans que nos autres enfants puissent élever aucune contestation à ce sujet.

« Fait le 10 du 5^e mois de la 20^e année de Minh Mang (1841).

« *(Suivent les signatures du chef de famille et de son épouse, des autres membres de la parenté, des notables du village, du Maire avec le cachet officiel et de l'écrivain).*

« *Annotation* : Suivant l'usage, un original de cet acte a été remis à chacun des fils et filles, et un aussi a été déposé aux archives du village pour servir de preuve ».

Cet acte de partage attire les remarques suivantes :

a) Aucune distinction n'est faite entre les garçons et les filles : chacun reçoit une part égale ;

b) Des avantages sont conférés au fils aîné et au plus jeune : la coutume accorde au père de famille un libre droit de disposition de ses biens ;

c) Une part est affectée aux besoins de la femme en cas de prédécès du mari : son usufruit sera restreint à cette portion du patrimoine ;

d) Cet acte est rédigé en la forme authentique, qui n'est nullement obligatoire (signature des notables et certification du Maire).

Le partage opéré par les ascendants de leur vivant ne rend pas immédiatement propriétaires ceux au profit desquels il a été fait : il est essentiellement révocable jusqu'à la mort du père de famille (1). Les enfants mis ainsi en

(1) Cour I. C., 31 mai 1883, Rec. Las., p. 179.

possession des biens patrimoniaux par leurs parents ne peuvent les aliéner du vivant de ces derniers sans leur consentement (1). Ils ne jouissent d'ailleurs de leur part en pleine propriété qu'après l'expiration de la période de deuil, à moins qu'ils ne préfèrent continuer l'indivision^o : l'acte de partage paternel a en définitive pour but principal de déterminer à l'avance avec précision la part qui reviendra à chaque cohéritier individuellement, lorsque l'un d'eux voudra sortir de l'indivision.

b) **Le partage familial.** — Après l'expiration de la période triennale de deuil, si l'un des cohéritiers ne veut pas prolonger l'indivision, il est procédé, à défaut de partage paternel, au partage des valeurs, rizières et biens de la famille, conformément à l'art. 83 du C. A. (2) par un parent de « rang prééminent » (c'est à dire de la génération du père ou de l'aïeul) ou « plus âgé » (frère aîné majeur ou parent du même rang, cousin germain). Les seules règles édictées par le Code sont que le partage doit être fait « avec équité » et les biens divisés par parts égales au nombre d'enfants. Le partage est parfois constaté par un écrit, certifié par les notables, et revêtu du cachet du Maire ; chaque co-partageant donne récépissé de sa part. Le partage est alors définitif et il ne peut être procédé à un nouveau partage (3). La rédaction d'un écrit en la

(1) Cour I. C., 27 juin 1881, Rec. Las., p. 72.

(2) Code Phil., t. I, p. 391.

(3) Cour I. C., 27 déc. 1888, J. J., 1892, p. 97^e; 12 déc. 1893, J. J., 94, p. 208.

forme authentique n'est pas imposée par le Code, et il arrive fréquemment que le partage s'effectue sans qu'il soit dressé même un acte sous seing privé mentionnant les parts attribuées à chaque cohéritier.

c) **Le partage judiciaire.** — Le cohéritier, qui se prétend lésé par le partage fait par le parent âgé, et non constaté par acte authentique, peut introduire une demande en nouveau partage devant le Tribunal de la situation des biens (1). Le Tribunal joue en quelque sorte le rôle de juridiction d'appel contre la sentence familiale rendue par le parent auteur du partage. Les cohéritiers ne peuvent s'adresser directement aux tribunaux pour le partage des biens successoraux. Le partage doit être effectué d'abord par un parent, conformément à l'art. 83 du Code Annamite. Tout cohéritier a simplement la faculté de ne pas accepter un tel partage et de s'adresser à la Justice. Une demande est nécessaire : les Tribunaux ne peuvent prononcer d'office un partage qui n'est pas demandé (2). La demande doit être dirigée contre tous les ayants droit et le Juge est tenu de mettre en cause tous les membres de la cohérie, tout au moins les aînés de chaque branche.

Le Tribunal saisi commet le plus souvent le chef de

(1) Ce Tribunal est également compétent pour statuer sur toutes les questions concernant l'existence, la validité et les conditions d'applications de tout partage, quel qu'en soit l'auteur.

(2) Cour I. C., 26 juin 1912, Dar. 1913, J. p. 42.

Canton (1) de la situation des biens à l'effet de procéder à nouveau aux opérations du partage. Avant tout, le chef de Canton doit se faire délivrer un tableau généalogique, régulièrement visé et certifié par le village, et tel qu'ont pu le modifier les décès survenus, à défaut de production d'extrait réguliers d'actes de l'état-civil, organisé seulement depuis 1876 (2). Si le village refuse de certifier la généalogie, par exemple dans un procès où il est lui-même en cause, le demandeur en partage est admis à établir sa filiation tant par titre que par témoins (3). Après avoir déterminé le nombre et le degré des parents aptes à recueillir la succession, le chef de Canton délimite la masse à partager qui, outre les biens laissés par le de cujus, doit comprendre les biens lequis par concessions ou ventes, par un cohéritier depuis le décès du père, les fruits et revenus restant la propriété du possesseur. Le

(1) Le Chef de Canton est choisi et élu par une délégation de deux ou trois notables de chaque commune du canton parmi les Notables ayant exercé des fonctions municipales sans encourir de reproches graves, et n'ayant subi aucune condamnation. Il est l'intermédiaire entre l'Etat et les communes, dont il doit protéger les intérêts. Il remplit l'office de Juge de Paix dans les conflits entre les Notables ou entre les communes. C'est un grand honneur pour un Annamite d'être élu Chef de Canton, car il est choisi parmi les hommes intègres, honorables, de bonne conduite, ayant fait preuve d'équité et de capacité dans l'Administration des affaires de leur commune (PRÊTRE, *Cours de Législation de l'Indo-Chine*, professé à l'Ecole Coloniale, 1913-1914.).

(2) Arrêté du 20 nov. 1877, art. 39. — Cour I. C., 30 nov. 1882. Rec. Las., p. 137 ; 13 sept. 1894, Pen. 1895, a. 771, p. 309 ; 9 nov. 1903, J. J., 1904, p. 69^e ; 2 avril 1908, J. J., 1910, p. 539.

(3) Cour I. C., 8 mai 1884, Rec. Las., p. 306.

partage est ensuite effectué par parts égales au nombre d'héritiers, sans distinction de sexe. Pour être opposable à tous et être par la suite valablement invoqué en justice, le partage doit être fait par écrit, rédigé en la forme authentique (1). Cette règle s'applique à toutes les sortes de partage, qu'il soit fait par le père, par la famille ou par le notable commis par le Tribunal.

En cas de désaccord entre les copartageants le partage est soumis à l'homologation du Tribunal. La Jurisprudence a décidé, pour éviter de trop nombreuses contestations et des inimitiés dans la famille, que le jugement définitif intervenu après un procès engagé par certains héritiers au sujet du partage d'une succession a l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous les cohéritiers de la même succession (2).

Après le partage, chaque co-partageant est tenu de se faire inscrire au bô pour sa part, avec mention de l'acte de partage.

(1) La coutume d'Annam, sur laquelle se base la Jurisprudence, veut que l'acte soit authentique quand il a été consenti en présence d'au moins deux notables de la commune et qu'il est revêtu de leur signature, de celle du maire et timbré du sceau de ce dernier fonctionnaire, qui doit l'apposer, non seulement sur sa signature, mais encore, dans le corps de l'acte, sur tous les caractères dont l'altération ou la surcharge pourrait en modifier le sens d'une manière préjudiciable à l'un des intéressés (limites d'une terre, superficie du terrain, etc.). Cf. Luro, *Le Pays d'Annam*, p. 232.

(2) Jugement Trib. Saïgon, 23 avril 1900, Pen. 1900, a. 1503, p. 263 ; Cour I. C., 12 juin 1902, Pen. 1902, a. 1902, p. 292 ; 17 déc. 1903, J. J., 1905, p. 103.

Il arrive parfois qu'une demande en partage est introduite par un cohéritier dans le but de faire annuler la vente d'une terre indivise faite à son insu par un autre cohéritier. Dans ce cas, le tiers acquéreur évincé a le droit d'intervenir au partage et pourra se remplir au prorata de la part à échoir au communiste vendeur (1).

L'existence du partage d'une succession ne peut-elle être établie que par la production d'un acte de partage ?

Très souvent, le partage a été fait à l'amiable, sans qu'aucun écrit n'ait été dressé, et de nombreuses années après, un cohéritier introduit une demande de nouveau partage dont l'effet sera de faire annuler des ventes consenties peut-être depuis plusieurs années sur des biens prétendus par lui patrimoniaux. Les Tribunaux se basent pour accepter ou rejeter la demande sur la double présomption suivante (2) :

1° L'inscription unique au dia bo de l'aîné, immédiatement précédée de celle d'un auteur commun, fait présumer l'indivision.

2° L'inscription séparée et simultanée de divers membres de la cohérie, avec mention de l'acte de partage, est une preuve de partage.

L'occupation divise ou la vente par l'un ou plusieurs des cohéritiers d'une partie des biens de la succession ne

(1) Cour I. C., 27 avril 1893, Pen. 1893, a. 444, p. 409.

(2) DÜRRWELL, *Doctr. et Jurisp. indig.*, p. 136.

suffisent pas à elles seules à faire présumer qu'il y ait eu partage (1).

Prescription en matière de partage. — Aux termes de l'article 40 de l'Arrêté du 20 novembre 1877, qui n'est d'ailleurs que la reproduction de l'article 89, Décret I, du Code Annamite (2), il y a deux sortes de prescription en matière de partage :

1°) Si l'acte de partage a été établi par écrit en la forme authentique, la prescription est instantanée. Toute demande de nouveau partage doit être repoussée d'office par le Juge. Le Code Annamite a entendu ne pas laisser en suspens le sort de la propriété foncière. L'héritier qui se prétend lésé à l'occasion d'un partage auquel il n'a pas été appelé n'a plus dès lors qu'à recourir par voie d'action personnelle contre son co-héritier (3). Partage sur partage ne vaut.

2°) S'il n'a pas été fait d'écrit, si le titre produit présente des irrégularités (4) ou si le partage n'est constaté que par un acte sous seing privé, la prescription n'est acquise qu'au bout de cinq ans. Les contestations qui

(1) Cour I. C., 12 sept. 1912. Dar. 1913, J. p. 78. *Contra*.

(2) Code Phil., t. I, p. 459.

(3) Cour I. C., 31 janvier 1895, Pen. 1896, a. 936, p. 315.

(4) Cour I. C., 27 février 1896, Pen. 1897, a. 1036, p. 80 : l'acte de partage produit devant le Tribunal ne mentionnait ni la convocation des parents, ni celle des Notables du village.

s'élèveraient sur un partage, passé ce délai, doivent être écartées d'office par le Juge (1).

(1) Jurisprudence constante. Voir notamment : Cour I. C., 23 sept. 1880, Rec. Las., p. 36^e; 5 déc. 1912, Dar. 1913, J. p. 186 ; 24 avril 1913, p. 408.

CHAPITRE V

Le paiement des dettes et la non-renonciation aux successions

Le fils est tenu d'acquitter intégralement toutes les dettes de la succession paternelle. Cette obligation qui est d'ordre purement moral et qu'aucun texte de loi n'est venu sanctionner, trouve sa source dans l'adage populaire : *Phu trai tu huon*, le père emprunte, le fils rembourse. Les tribunaux français ont dans de nombreux arrêts (1), également maintenu et affirmé ce principe de l'obligation pour les enfants et petits-enfants de supporter in infinitum les dettes et charges héréditaires. Les autres héritiers ne sont tenus que jusqu'à concurrence de l'actif qu'ils ont reçu (2). Le fils (3) faillirait à ses devoirs familiaux les plus sacrés, manquerait de respect à la mémoire

(1) Cour I. C., 31 janvier 1895, Pen. 1896, a. 859, page 72 ; 5 juillet 1895, Pen. 1896, a. 842, p. 20 ; 1 octobre 1896, Pen. 1897, a. 1095, p. 243 ; Tribun. Tourane, 14 août 1900, Pen. 1901, a. 1585, p. 126.

(2) BOU RAYNE *Lois annamites*, p. 69, art. 452.

(3) Une règle de Droit coutumier annamite limite l'obligation pour le fils de supporter in infinitum les dettes du père, c'est qu'en aucun cas les intérêts accumulés d'une dette d'argent, quel qu'en soit l'origine, ne peuvent dépasser le capital.

du défunt et serait taxé d'indignité s'il laissait la signature de son père en souffrance. Toutefois, la Jurisprudence a admis, par dérogation à la règle exposée dans l'article 23 du Code Annamite (1), que le fils serait affranchi de la contrainte par corps personnelle quand un créancier ne le rechercherait que comme héritier de son père et à l'occasion du paiement d'une dette successorale (2).

Cette obligation de supporter in infinitum les charges successorales entraîne-t-elle, en cas de pluralité d'enfants co-héritiers, des conséquences identiques à celles de la solidarité en droit français, notamment le droit pour le créancier de poursuivre l'un des enfants pour le paiement intégral de la dette successorale ? La question s'est posée récemment devant la Cour d'Appel de l'Indo-Chine qui, dans un Arrêt en date du 25 octobre 1917 (3), a décidé que « les cohéritiers ne pouvaient être tenus de la dette paternelle et des accessoires que chacun pour sa part virile ». La Cour en a donné un motif emprunté au droit français, à savoir qu'il n'y a pas « corrélation nécessaire entre l'obligation de payer les dettes du père et la solidarité qui régit les obligations ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent, solidarité qui présume à l'origine même

(1) Code Phil. T. I, p. 203. Le décret I qui suit l'art. 23 édicte la contrainte par corps d'une façon générale, aussi bien pour le paiement des confiscations et des restitutions que pour le paiement des dettes. La durée de la contrainte est d'une année.

(2) Cour I. Ch. 4 juillet 1903, J. J. 1903, p. 313 et 14 janvier 1904, J. J. 1904, p. 136.

(3) Pen. 1919, a. 3894, p. 108 et la note.

de l'obligation l'existence de plusieurs débiteurs ». Mais nous sommes dans le droit annamite, et la solution de la Cour nous paraît critiquable, en ce qu'elle est contraire à deux principes formels de ce droit, reconnu d'ailleurs par elle :

1° Obligation pour l'enfant de supporter in infinitum les charges successorales,

2° Impossibilité pour l'enfant de renoncer à la succession paternelle : la renonciation aux successions est en effet inconnue en droit annamite. Ce second principe n'est d'ailleurs que la conséquence logique du premier.

Non-renonciation aux successions. — Si la lettre du Code Annamite n'établit pas « l'héritier nécessaire » et tenu d'accepter la succession, il en résulte pas moins que cette obligation ressort de l'esprit de toutes les lois annamites, d'accord avec la loi morale, lorsqu'il s'agit toujours des descendants directs. Que la succession soit avantageuse ou onéreuse, il ne peut être permis au fils de s'y soustraire. Le sentiment public annamite n'admettra jamais que le fils qui a vécu des bienfaits du père, pourra n'être tenu des dettes que jusqu'à concurrence du bénéfice qu'il réalise. La Jurisprudence a toujours été dans ce sens, et nous lisons dans l'Arrêt du 1^{er} octobre 1896 précité « Attendu que X. aurait commis une illégalité flagrante en provoquant un jugement qui lui donne acte de ce qu'il entend renoncer à la succession de son père,

comme si la renonciation à succession existait en droit annamite, comme si la dette du père n'était pas la dette du fils, tenu de faire face aux charges héréditaires, à moins de manquer à ses devoirs les plus sacrés et d'être taxé d'indignité (1) ».

(1) Nous trouvons un principe identique dans le Droit Cambodgien. « les enfants doivent, par reconnaissance, payer les dettes de leurs parents pour leur éviter des peines dans la vie future » (A. LECLÈRE, *Droit Cambodgien*, p 31).

CONCLUSION

Les principes et les règles que nous venons de décrire concernant le régime des successions annamites diffèrent profondément des nôtres. Ce sont des lois politiques et économiques qui dominent, en droit français, le régime des successions, celui-ci repose en droit annamite, sur des préceptes moraux et des croyances religieuses qui se résument dans le culte des ancêtres. Les conceptions politiques et les institutions sociales, diverses dans ces deux pays, la France et l'Indo-Chine, expliquent l'organisation divergente du régime des successions. « Une société hiérarchiquement organisée, traditionnaliste (comme en Annam) poussera à la concentration des patrimoines familiaux, en combattrà l'éparpillement ; une société, comme la nôtre, démocratique et individualiste, cherchera avant tout à assurer la justice, l'égalité entre les enfants, elle ne répugnera pas au morcellement des fortunes : telle est la conception que les Rédacteurs du Code civil semblent avoir poursuivie (1). Notre régime successoral entraîne la division

(1) COLIN et CAPITANT. *Cours Élémentaire de Droit Civil*, 1^e édit., T. III, p. 360.

et la dispersion du patrimoine héréditaire que le législateur français ne reconnaît pas comme une entité juridique indivisible. Les parents, paternels ou maternels, ont chez nous des droits égaux, et le père n'a pas le droit absolu de disposer de ses biens à sa guise. L'institution de la Réserve met l'enfant à l'abri d'une exhérédation totale permise par le législateur annamite. L'héritier peut n'être tenu des dettes que jusqu'à concurrence du passif qu'il recueille grâce au Bénéfice d'Inventaire ; le fils annamite acquittera intégralement toutes les dettes de son père : le respect de la mémoire sacrée du défunt lui en fait un devoir auquel il ne cherchera pas à se dérober. Ainsi, diversité d'origine, diversité de base, diversité dans les institutions juridiques, telle est la conclusion qu'impose la comparaison du régime successoral en France et en Indo-Chine. Dans ces conditions, il est peu désirable et même impossible d'appliquer au peuple annamite notre Code Civil, et nous devons continuer de le juger d'après ses coutumes et ses lois propres. « Les Anglais dans l'Inde, les Hollandais à Java gouvernent les peuples conquis avec les lois particulières à leur civilisation. On ne saurait trop louer la France d'imiter ces maîtres dans l'art de la colonisation, en conservant aux Annamites l'usage de leurs propres lois (1) ».

Ce que l'on peut souhaiter, c'est, en Cochinchine, la codification des Coutumes que la Jurisprudence ne nous

(1) LURO. *Le Pays d'Annam*. p. 225.

fait connaître que d'une manière fragmentaire. Nous n'aurons plus alors ces tâtonnements, ces hésitations, ces revirements que l'on constate parfois dans la Jurisprudence, et qui ne sont que préjudiciables aux Indigènes. L'œuvre de demain, féconde en résultats, doit être le classement méthodique et le recueil complet des Coutumes orales ou rituelles du peuple annamite.

Vu, le Doyen,
ROGER

Vu, le Président de la Thèse
CAPITANT

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. POINCARÉ.

ANNEXES

ANNEXE I

ART. XLVI. — *Des Dignités héréditaires des parents des fonctionnaires.* (Code Annamite, traduit par Philastre, 2^e édition, T. I, p. 284.)

Toutes les fois qu'un fonctionnaire civil ou militaire sera dans les conditions nécessaires pour transmettre un reflet de sa dignité, ce sera toujours le fils ou petit-fils aîné de droite lignée (ceux qui sont enfantés par la véritable épouse) qui sera investi de cette dignité héréditaire. S'ils en sont empêchés, ce sera le fils ou le petit-fils suivant, par rang d'âge, dans la droite lignée, qui devra être investi; s'il n'y a pas d'autre fils ou petit-fils de droite lignée, alors seulement il sera permis de désigner le fils ou le petit-fils aîné de commune lignée (ceux enfantés par toutes les concubines) pour être investi. A défaut, il sera permis de désigner un frère cadet ou un neveu apte à continuer la postérité de l'auteur, et qui sera investi de la dignité héréditaire...

ANNEXE II

ART. 76. — Décret II, (C. A. Michel, p. 369.)

La femme dont l'époux est mort, qui n'a pas de fils et qui respecte son veuvage doit, à la place de son époux, et assistée des principaux membres de la famille, choisir une personne dans les conditions voulues pour servir de postérité. Si elle

se remarie, les biens et valeurs de l'époux, ainsi que les parures qu'elle a précédemment reçues comme cadeaux de nocces, devront également faire retour à la famille de l'époux, qui en disposera.

ANNEXE III

ART. LXXXII. — *De la séparation des familles sur les rôles et du partage des biens.* (Code Annamite, traduit par Philastre, 2^e édition, Paris 1909, p. 389.)

Toutes les fois que, du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, les enfants ou petits-enfants feront un rôle de famille particulier et partageront les biens, ils seront punis de cent coups de truong (il faut que l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère portent personnellement plainte pour que la loi soit applicable); si des frères aînés et cadets, pendant qu'ils sont en deuil de leur père ou de leur mère font établir un rôle distinct pour l'inscription de leurs familles et partagent les biens, ils seront punis de quatre-vingts coups de truong (il faut que des parents de rang prééminent ou plus âgés du second degré et au-dessus, portent personnellement plainte pour que la loi soit applicable ; si des ordres leur ont été laissés d'agir ainsi, le cas n'est plus compris dans la défense de cette loi).

C. O. Le partage des biens est considéré comme un manquement à la piété filiale, d'où la peine.

ANNEXE IV

ART. LXXXIII. — *Des parents de rang inférieur ou plus jeunes qui usent sans autorisations des biens de famille.* (Code Annamite, p. 391.)

...Les parents de rang prééminent ou plus âgés habitant le

même domicile, qui devront partager les valeurs de la famille et qui ne le feront pas avec équité seront encore punis...

DÉCRETS

I. — Pour les enfants mâles de droite et de commune lignée, en dehors du cas où il y a un titre transmissible, titre qui, avant tout, revient au fils aîné ou au petit-fils aîné de droite lignée, lorsqu'ils partagent les valeurs, rizières et biens de la famille, on ne doit pas rechercher s'ils sont nés de l'épouse, des concubines ou des esclaves ; c'est uniquement d'après le nombre des enfants que le partage a lieu, et à parts égales.

II. — Lorsqu'une famille est éteinte et qu'il n'y a réellement aucune personne de la même souche apte à continuer la postérité, les propres filles du défunt pourront recevoir la succession ; s'il n'y a pas de filles, le fonctionnaire local devra rendre compte à l'autorité supérieure et proposer l'emploi des biens à un objet d'intérêt public.

O^r I, art. 89. — *Prescription en matière de partage.* (C. A. Michel, p. 459.)

Lorsqu'il s'élèvera quelque contestation au sujet de maisons, biens ou objets quelconques, ou propriétés foncières, mais que le fait remontera à plus de cinq ans, ou bien, quoiqu'il ne remonte pas à cinq ans, s'il est prouvé que la famille a établi par écrit un acte de partage ; ...on décidera que les biens resteront à leur possesseur ; on n'autorisera ni un nouveau partage, ni... ; le sujet de la plainte vérifiée, elle sera écartée.

N^o 67. — *Ordonnance de la 4^e année de Thieu-Tri (1844.)* (Recueil Deloustal, p. 68.)

Les biens des successions en déshérence, par suite de l'extinction de tous les membres de la famille, seront divisés en

10 parts. Sept seront versées à l'Etat. Les trois autres parts seront remises à la personne choisie et désignée pour entretenir le culte de la famille éteinte ; s'il n'existait plus de parents à un degré quelconque, ces biens seront remis à un serviteur de la famille qui en prendra charge pour s'occuper du culte des défunts. Si les biens de la succession en déshérence sont considérables, la part destinée à l'entretien du culte ne pourra dépasser en argent 3.000 ligatures et en terres 30 mau ; le restant devra revenir à l'Etat. Si les biens laissés n'ont pas une grande valeur et qu'ils ne méritent pas d'être pris en considération par l'Etat, ils serviront à la constitution de biens de cultes au profit de la famille éteinte.

BIBLIOGRAPHIE

BOURAYNE. — Le Code civil annamite ou les lois civiles annamites disposées d'après le Code civil français. Saigon, 1904.

BRIFFAUT (C.). — Etude sur les biens culturels familiaux en pays d'Annam. Le Huong Hoa. Paris, 1907.

CRÉMAZY. — Coutumes, Croyances, Mœurs et Usages en Chine et dans l'Annam (Conférence faite à l'Ecole coloniale le 18 décembre 1907).

DARESTE et APPERT. — Recueil de Législation et Jurisprudence coloniales (Paris).

DENJOY (P.). — Etude pratique de la Législation civile annamite (1894).

DURWELL (G.). — La famille et le culte des Ancêtres (Saigon, 1906).

— Doctrine et Jurisprudence en matière civile indigène : 1898 (Saigon, 1900).

GARROS (G.). — Les Usages de Cochinchine (Saigon, 1905).
Journal judiciaire de l'Indo-Chine (Saigon).

LASSERRE. — Projet de Code Civil à l'usage des Annamites (Saigon, 1884).

- Recueil de Jurisprudence en matière indigène, 1881-1884 (Saigon, 1884).
- LURO (E.). — Le Pays d'Annam (Etude sur l'organisation politique et sociale des Annamites) (Paris 1907).
- MIRABEN. — Précis de droit annamite et de jurisprudence en matière indigène (1896).
- PENANT. — La Tribune des Colonies : Recueil général de Jurisprudence, de Doctrine et de Législation Coloniales (Paris).
- PHILASTRE. — Le Code Annamite. Seconde édition par Michel 2 volumes. (Paris 1909).
- SILVESTRE (J.). — Considérations sur l'Etude du droit annamite. (Recueil Penant. — Doctrine. Années 1897 à 1900).
-

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — Les Sources du Droit Annamite en matière successorale	p.	1
CHAPITRE II. — Les bases du régime successoral annamite.....	p.	4
CHAPITRE III. — La dévolution héréditaire.....	p.	16
<i>Paragraphe I. Les différents</i> ordres d'héritiers.....	p.	19
<i>Paragraphe II. L'Usufruit lé-</i> gal de l'épouse survivante...	p.	38
CHAPITRE IV. — Formes et opérations du par- tage.....	p.	48
CHAPITRE V. — Le paiement des dettes et la non- renonciation aux successions..	p.	65
CONCLUSION.....	p.	69
ANNEXES	p.	73
BIBLIOGRAPHIE.....	p.	77

